



TRIBUNE

Socialiste unifié

Hebdomadaire du parti

N° 76

18 NOVEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

Reprendre l'offensive

LORSQUE la déclaration des droits de l'homme sera complétée par la déclaration des droits du travailleur, et que — ce qui est plus important — les droits proclamés seront appliqués, c'est-à-dire lorsque la cité socialiste sera bâtie, le droit à la vérité, étayé par un statut démocratique de la presse, de la radio et de la télévision, y figurera en bonne place. Que de chemin à parcourir avant que les lecteurs de la presse dite grande — et qui ne l'est bien souvent que par l'importance de son tirage — soient protégés contre les allégations non seulement tendancieuses, mais purement fantaisistes, qui transforment les journaux d'information en journaux de déformation !

Si un lecteur de bonne foi de Paris-Presse-l'Intransigeant, du Figaro ou de la Documentation Socialiste (lisez S.F.I.O.) s'était soudain transporté au sein de notre Conseil National, il aurait éprouvé une vive surprise, car il n'aurait trouvé aucun rapport entre ce qu'il y aurait vu et entendu et ce que son journal lui avait annoncé.

Il aurait d'abord constaté que l'organisation du Conseil National constituait un grand succès et cela n'est pas négligeable. Lorsqu'on se propose de mettre fin au « désordre établi » par le capitalisme, on se doit d'abord de savoir met-

par **Edouard DEPREUX**

tre de l'ordre dans sa propre maison. Nous avons démontré que nous pouvions, de ce point de vue, supporter victorieusement la comparaison avec nos censeurs. Le lecteur de la presse adverse se serait ensuite rendu compte qu'en dépit des bobards complètement colportés par ses journaux :

1° Notre Conseil National a montré non seulement la vitalité, mais la cohésion du P.S.U. Les délégués de nos 90 départements ont certes discuté. Le béni-oui-ouïsme n'a pas cours chez nous. On ne s'y met pas au garde-à-vous devant les dirigeants et c'est fort heureux. On vote parfois des textes différents : c'est un des aspects de la démocratie qui, même si elle comportait quelques excès, serait mille fois préférable au faux confort intellectuel qu'apportent les dictatures bureaucratiques.

2° Non seulement nos effectifs ne diminuent pas, mais ils s'accroissent. On a osé imprimer qu'« ils n'auraient pas dépassé 14.000 membres » ! (Documentation Socialiste — Supplément au n° 136 du 13-11-1961, page 4, envoyée à de nombreux membres du P.S.U., qu'on croit encore à la S.F.I.O. !). Or le rythme des adhésions — de jeunes en particulier — s'est accru depuis la magnifique manifestation du 1^{er} novembre, remarquablement préparée et organisée, au cours de laquelle le P.S.U. a sauvé l'honneur d'une gauche trop pusillanime, en luttant contre la guerre d'Algérie et la barbarie raciste et en montrant, à la face du monde, que la France c'était autre chose que le régime et le gouvernement responsables de déshonorantes tueries. A. Montariol nous a dit l'écho rencontré jusque parmi les prisonniers politiques par une telle initiative, plus importante que les meilleures motions.

3° Nos conseillers généraux de la Seine, Bleuse, qui nous a si gentiment reçu dans sa salle des fêtes et sa mairie d'Alfortville, si souvent mises à notre disposition, et Suant, dont l'accueil à Antony est toujours aussi fraternel, au sujet desquels on avait fait courir des bruits stupides, ont, l'un et l'autre, affirmé bien haut à la tribune leur foi dans le P.S.U., ce dont aucune personne sérieuse n'avait d'ailleurs jamais douté. Qu'on se le dise bien : au P.S.U. on a le droit d'être non-conformiste et notre parti est largement ouvert à tous les socialistes.

4° On n'a pas soulevé un cas « Mendès France », divisant ceux qui pratiqueraient le culte de la personnalité fondé sur une admiration béate, et ceux qui se livreraient à un dénigrement systématique ; on ne s'est pas divisé en « Mendésistes », « anti-Mendésistes » et « à-Mendésistes ». Tant pis pour les manichéens et les amateurs de nouvelles sensationnelles. En dehors de toute question personnelle, on a constaté que l'initiative de notre camarade Pierre Mendès France avait « ouvert d'intéressantes perspectives » sur « l'alternative » au régime gaulliste, dont personne ne conteste plus l'échec. Le Bureau National du Parti a reçu le mandat de lui donner sa véritable signification « en la situant dans le cadre de la politique de Front Socialiste », préconisée par le P.S.U. depuis sa naissance et précisée, à l'unanimité, par notre Congrès de Glichy.

(Lire la suite en page 4)

Dans les camps de réfugiés, des milliers d'enfants algériens comme celui-ci.

(voir en page 12)



SAMEDI 18 NOVEMBRE, à 17 h. 30
Carrefour de l'Odéon

Les Étudiants Socialistes Unifiés

Les Jeunesses Socialistes Unifiées

vous appellent à manifester

**POUR L'ARRÊT IMMÉDIAT
DE LA GUERRE D'ALGÉRIE**

Le spectre de Munich...

UN spectre hante la politique française et la politique mondiale : celui de Munich. Si vous dites qu'un compromis avec les Russes sur la question de Berlin est possible et nécessaire, nombre de gens vous regardent d'un air soupçonneux et ne sont pas loin de vous traiter de « munichois ». Combien de fois n'a-t-on pas déjà évoqué à tort et à travers le souvenir des Accords conclus le 30 septembre 1938 entre les chefs des Etats fascistes et les présidents des gouvernements de France et de Grande-Bretagne, — accords qui demeureront comme le symbole de la faiblesse et de l'esprit de capitulation face aux appétits de la dictature ? Guy Mollet nous a assuré, lorsqu'il s'est lancé dans la glorieuse expédition de Suez qu'il ne voulait pas un « nouveau Munich » et des ultras parlent d'un Munich occidental à propos de l'indépendance de l'Algérie.

L'actuelle tension internationale est favorable à l'éclosion de ces comparaisons qui ne sauraient passer pour des raisons valables. Le bourgmestre de Berlin-Ouest, Willy Brandt, assure que les Occidentaux doivent éviter de connaître un nouveau Munich et un groupe d'étudiants allemands a envoyé au président Kennedy un parapluie qui ressemblait à celui de feu Chamberlain. S'il ne s'agissait, dans le premier cas, d'un ancien résistant anti-fasciste, dans le second de jeunes gens n'ayant pas connu le nazisme, ce genre d'arguments utilisés par des citoyens d'un pays qui a suivi Hitler serait proprement intolérable. Il est vrai que la plupart de nos hommes politiques, moins directement concernés par la crise de Berlin, ne montrent pas plus de clairvoyance. De de Gaulle à Mollet, c'est à qui prêchera la résistance pour ne pas aller à Munich... à propos de Berlin.

Tel fut Munich...

Reportons-nous à l'époque du véritable Munich. Le 29 septembre 1938 à midi, Daladier et Chamberlain arrivent dans la cité bavaroise pour s'entendre avec Hitler sur le dos de la malheureuse Tchécoslovaquie. Il s'agit de livrer aux nazis la région des Sudètes, selon un projet de « compromis » établi par les Allemands (en particulier par Goering) et repris par Mussolini (qui en cette affaire, joue les médiateurs). Le 30 septembre à une heure du matin, tout est consommé. Il ne reste plus qu'à « informer » les dirigeants tchèques, parmi lesquels le ministre des Affaires Etrangères, le Dr Krofta, qui déclara : « Aujourd'hui, c'est notre tour, demain, ce sera celui des autres ». A Daladier qui s'inquiète de la façon dont il sera accueilli à son retour à Paris, Mussolini assure : « Vous verrez, vous serez acclamé ».

De fait, le « sauveur de la paix » trouva au Bourget une foule enthousiaste et murmura à sa descente d'avion : « Ah ! les c... ».

La presse n'était pas moins chaleureuse (à quelques exceptions près). M. Georges Bidault, qui s'enorgueillit d'un passé d'anti-munichois pour justifier son entêtement algérois, écrivait le 29 septembre 38 dans L'Aube : « A la nouvelle que les chefs de l'Occident se rencontrent demain à Munich, l'espoir a fleuri... » Et Francisque Gay n'hésitait pas à écrire, le lendemain, dans le même journal : « S'il est possible d'accorder à Hitler quelque nouvelle satisfaction d'amour-propre qu'il jugerait nécessaire à la sauvegarde du prestige de sa dictature, elle ne doit pas lui être refusée ». Léon Blum parla de « lâche soulagement » en même temps que de « honte ». Le P.C. vota contre la ratification (avec un député socialiste, Jean Bouhey et un député de droite, de Kérillis).

En Grande-Bretagne, seul Churchill rugissait aux Communes : « Nous avons essuyé une défaite totale et absolue... Et n'allez pas croire que cela soit une fin. Non, ce n'est que le commencement ».

Quelques mois plus tard, le reste de la Tchécoslovaquie était avalé par les nazis et Hitler faisait son entrée à Prague. Moins d'un an plus tard, il se jetait sur la Pologne et c'était la guerre.

Tel fut Munich...

Edouard Daladier a tenté récemment de justifier la signature des Ac-

cords dans un hebdomadaire de droite (1) — qui agite par ailleurs le spectre de Munich, à propos de Berlin.

Il y fait état de la nécessité pour la France de ne pas se couper de l'Angleterre qui manifestait une volonté « conciliatrice » poussée très loin et du délai qui fut accordé à notre armée pour se préparer. On vit les résultats en 39. Au moment de la non-intervention et au moment de Munich, nos dirigeants s'alignèrent sur les gouvernements anglais qui n'avaient pas alors une grande compréhension de la situation européenne. Sur le plan militaire, les déclarations des généraux allemands à Nuremberg font état d'une impréparation de l'armée allemande en septembre 38, en dépit du bluff d'Hitler. Quant à l'armée française, elle était en retard d'une guerre et elle le restera, malgré les avertissements du colonel de Gaulle (rendons à César...).

Plus prudent que Daladier, Georges Bonnet — qui était cependant ministre des Affaires Etrangères à l'époque de Munich — vient de faire rectifier une édition française du livre de Wil-



(Keystone)

Munich, 30 septembre 1938 - Un symbole de faiblesse (CHAMBERLAIN, DALADIER, HITLER, MUSSOLINI, CIANO)

liam Shirer, « Le III^e Reich », qui parlait de sa présence à Munich, le 30 septembre 1938. Le nombre des munichois repentis est très grand. Beaucoup d'entre eux ont conservé toutefois un complexe qui consiste, par l'évocation d'une erreur ancienne, à se dispenser de l'analyse des problèmes actuels. Ce complexe sévit particulièrement en France.

Pas de Munich pour Berlin

En Grande-Bretagne si les dirigeants britanniques sont toujours enclins à la conciliation, il n'en faudrait pas conclure qu'ils sont aussi dénués de réalisme que leurs prédécesseurs d'avant-guerre.

Lorsque M. Macmillan déclarait, en août dernier, après la coupure de Berlin : « Il y a cinquante ans, nous aurions déjà été en guerre », il ne se montrait pas stupide. De même Anthony Eden, — qui a pourtant fait Suez — ne l'est pas lorsqu'il affirme que la situation actuelle n'est pas comparable à celle qui existait au moment de Munich. En effet, le bolchevisme n'est pas le nazisme, Khrouchtchev n'est pas Hitler, pas plus que ne l'était Staline qui disait : « Je sais m'arrêter à temps ». Si brutale que soit la politique de Khrouchtchev, elle vise à obtenir le maximum d'avantages sans guerre (ce qui ne va pas sans risques). Engagé dans d'après discussions avec les Occidentaux, il fait éclater des bombes comme on frappe du poing sur la table (tout en clignant de l'œil vers les camarades chinois). Si ses interlocuteurs conservent leur sang-froid, il n'y aura pas de coups car une explication violente serait fatale aux antagonistes. Nous affirmons cela d'autant plus volontiers que nous combattons le point de

vue de ceux qui, dans ce pays, sont à sa botte et trouvent que ses bombes sont propres, de même que nous ne serions pas d'accord avec ceux qui, face à Khrouchtchev, joueraient les vierges folles ou les pacifistes bêtards. Il est certain qu'une main-mise soviétique sur Berlin-Ouest risquerait d'entraîner la guerre.

Kennedy face à de Gaulle et Adenauer

Aux Etats-Unis, il semble que le président Kennedy comprenne la nécessité d'un accord avec les Russes qui, tout en sauvegardant la liberté de Berlin-Ouest, reconnaît la situation de fait créée par l'existence des deux Allemagnes. Le général Clay lui-même — dont le nom symbolise pour les Berlinois la résistance aux blocs de 48-49 — l'a clairement laissé entendre.

une « révision déchirante » de leur politique devant une opinion publique anesthésiée par le confort matériel et par le conformisme intellectuel (l'opposition sociale-démocrate partageant, à cet égard, les responsabilités des partis bourgeois). Il faudrait alors abandonner le mythe de la réunification de l'Allemagne par des élections libres et de la reconquête des territoires situés au-delà de l'Oder-Neisse, — qui ne pourraient être récupérés que par la force ! MM. Adenauer, Brandt et consorts sont surtout animés par la crainte de voir les Etats-Unis s'entendre par-dessus leur tête avec l'U.R.S.S., ce qui entraînerait un effondrement de leur politique étrangère commune.

Quant à de Gaulle, il a besoin de dramatiser la situation à Berlin — plus encore qu'elle ne l'est — pour faire oublier ses propres difficultés. Ah ! s'il pouvait convaincre l'armée que la tension internationale est telle que la défense même de l'Europe exige le « désengagement » en Algérie... A voir l'incompréhension actuelle de la politique soviétique par le pouvoir gaulliste, on se demande à quoi a bien pu servir la promenade de Khrouchtchev en France... Le général-président est le dernier soutien d'Adenauer dans le camp occidental. Tant qu'il en sera ainsi, le spectre de Munich sera utilisé pour bloquer la voie de la négociation avec l'Est.

Le point de vue des travaillistes

Heureusement, il y a dans l'opinion occidentale, — et particulièrement dans l'opinion de gauche —, des hommes que le souvenir d'un passé peu glorieux n'empêche pas de réfléchir sur les moyens de surmonter les difficultés du présent. C'est ainsi que trois députés travaillistes, Shinwell, ancien ministre de la Défense, Greenwood et Fenner Brockway, ont adressé, au nom de soixante et onze membres des Communes, une lettre aux deux « K » pour souligner « leur inquiétude à propos de la situation internationale, et en particulier des expériences atomiques et de la tension de Berlin », pour affirmer également « leur croyance en un accord sur l'Allemagne, sur les bases suivantes :

- 1) Garantie de l'accès à Berlin ;
- 2) Reconnaissance de la ligne Oder-Neisse ;
- 3) Reconnaissance de l'Allemagne Orientale ;
- 4) Pas d'armes atomiques ou d'entraînement au maniement des fusées pour les troupes allemandes en Allemagne Orientale et Occidentale ;
- 5) Désengagement en Europe Centrale ».

On notera que ces propositions rejoignent pour l'essentiel les positions prises par le Comité National du P.S.U. qui a discuté du problème de Berlin.

Or, les réponses faites à nos amis travaillistes par MM. Khrouchtchev et Kennedy sont réconfortantes. Le premier assure qu'il est pratiquement d'accord avec les propositions qui lui ont été soumises par les députés travaillistes, et le second écrit qu'il partage leurs inquiétudes « sur la possibilité que la crise de Berlin ne mène à la guerre ». Cependant il ajoute : « Quant à Berlin, nous ne sommes liés à aucune formule rigide et sommes prêts à explorer toute possibilité raisonnable. J'ai l'intention de tout faire en mon pouvoir pour arriver à une solution pacifique et honorable du problème de Berlin ».

Il y a là pour nous un encouragement à poursuivre notre travail de démystification d'une opinion trop souvent trompée par les croisés des deux blocs. Nous ne devons pas nous laisser impressionner par les politiciens qui nous menacent d'autant plus volontiers d'un nouveau Munich qu'ils ont été autrefois munichois.

Nous ne devons pas oublier que nous avons des alliés dans ce combat pour la paix, en particulier chez les socialistes italiens, dans la gauche travailliste et chez les libéraux américains.

Maurice Combes.

Victoire de "K" en U.R.S.S.

... division dans le bloc communiste

MOLOTOV, rappelé de Vienne, est rentré à Moscou. Il sera exclu du parti par décision suprême de la Commission de Contrôle. Il veut, dit-on, se défendre en attaquant Khrouchtchev. Il est cependant probable que la défense ne sera pas rendue publique. Du moins aussi longtemps que « K » restera au pouvoir.

On ne sait rien de Malenkov et Kaganovitch. Ils sont certainement déjà exclus. Nantis d'une retraite confortable, ils vivront tranquillement à Moscou ou dans un autre lieu que les autorités leur assigneront.

Je ne crois pas qu'ils soient jugés et exécutés. Le premier secrétaire du Parti a publiquement écarté cette éventualité. Ce n'est pas au moment où la déstalinisation bat son plein que « K » voudra recourir à la méthode stalinienne et « liquider » ses adversaires. D'ailleurs, pour les communistes soviétiques l'exclusion du parti est en fait la mort politique.

Quant aux cadres supérieurs et moyens, ils n'oseront plus s'opposer à leur premier secrétaire. Entre le danger plus lointain de perdre leur autorité et leurs privilèges — conséquence inéluctable de la démocratisation du régime à la suite de la déstalinisation aussi radicale — et la crainte d'être révoqués immédiatement, ils choisiront naturellement la soumission, quitte à voir venir...

"K" est parti en tournée "agricole"

Ainsi « K » est sorti victorieux de la lutte contre les Staliniens. Sa position est très forte dans le pays. La base du parti et l'opinion publique soviétique le soutiennent. A condition toutefois qu'il donne satisfaction aux trois aspirations principales des populations : relèvement substantiel du niveau de vie; établissement d'un régime de justice et de la liberté élémentaire; consolidation de la paix par un accord avec le monde capitaliste (car les citoyens soviétiques ne veulent pas non plus mourir pour Berlin et se battre pour Ulbricht).

Khrouchtchev se rend bien compte des conditions et des limites de sa popularité. Aussi est-il déjà en train de parcourir les régions les plus agricoles du pays. Le ravitaillement et le mécontentement des paysans sont, en effet, les problèmes les plus urgents et les plus difficiles à résoudre à l'heure présente.

L'Occident doit négocier

D'autre part, « K » a déjà fait courir le bruit qu'il serait disposé à faire de nouvelles propositions aux Occidentaux. Il a vu longuement l'ambassadeur de l'Allemagne de l'Ouest, Washington et Londres affirment que le maître du Kremlin n'aurait pas fait des suggestions nouvelles. Quelle naïveté ! Comment peut-on attendre du chef du gouvernement soviétique des offres plus conciliantes au lendemain du XXII^e congrès, et à un moment où tout le clan des communistes chinois et albanais l'accuse d'opportunisme... et de lâcheté à l'égard des « impérialistes ».

Il n'empêche que Khrouchtchev a fait comprendre clairement dans ses discours au Congrès qu'il était disposé à négocier, à condition que ses interlocuteurs veuillent vraiment régler les questions litigieuses (Berlin, désarmement, etc...).

Ce serait une faute impardonnable de la part des Chancelleries occidentales de ne pas saisir la balle au vol et de refuser une négociation sans préalable. Au cours de cette négociation des concessions mutuelles sont susceptibles, dans les circonstances présentes, d'aboutir à un accord.

Cette situation favorable peut ne plus se représenter. Car le refus de négocier aura inévitablement de graves répercussions sur l'équilibre actuel des forces au sein du « camp communiste ». La révocation de l'ambassa-

teur de Bonn à Moscou confirme seulement l'aveuglement du chancelier allemand. Il faut espérer que Kennedy et Macmillan soient plus clairvoyants qu'Adenauer et de Gaulle.

Les villes changent de nom

Entre-temps, la déstalinisation se poursuit en U.R.S.S. Après la disparition des portraits du « génial père des peuples », on procède aux changements de noms des usines, des rues, des districts et des villes.

La ville de Stalinsk, en Sibérie, portera désormais le nom de Novokouznetsk. Stalinabad, capitale de la République du Tadjikistan, reprend son ancien nom de Duchambé (« ville des chameaux »). Stalino, dans la région



(Keystone)

M. ENVER HODJA
La sympathie des partis d'Asie

du Donetz, en Ukraine, est devenue Donetsk. Stalingrad, sur la Volga est débaptisée en Volgograd.

Pour Stalingrad c'est un acte de justice. Cette ville dont l'ancien nom était Tsaritsine, a été débaptisée par ordre de Staline afin de glorifier ses hauts faits militaires lors de la guerre civile. Or, L. Trotsky, qui commandait à l'époque l'Armée rouge contre les blancs, avait accusé Staline d'avoir perdu cette place forte et mis ainsi l'Armée rouge dans une situation très difficile. Par télégramme à Lénine, Trotsky avait exigé le rappel de Staline qui était commissaire politique auprès des troupes de la région.

Quant au rôle de Staline dans la défense héroïque de cette ville contre les Allemands, on sait qu'il était nul. Aucune raison donc pour garder ce nom, au risque de créer quelques difficultés aux historiens de la guerre.

Les Partis Communistes de l'Asie s'alignent sur la Chine

Pendant qu'en U.R.S.S. la déstalinisation bat son plein et que dans des réunions du parti des syndicats et de grands meetings populaires, les délégués de Khrouchtchev expliquent les décisions du XXII^e Congrès, les forces anti-khrouchtcheviennes au sein du « camp socialiste » se regroupent autour de la Chine.

Celle-ci n'attaque pas directement l'U.R.S.S. Mais elle ne tarit pas d'éloges sur Enver Hodja. Elle l'encourage. D'autres partis communistes lui témoignent leur solidarité. Si le chef albanais exagère en prétendant que 34 partis communistes (sur 81) l'approuvent, il n'en est pas moins exact que tous les partis d'Asie lui ont manifesté leur sympathie.

Le parti nord-coréen a réussi à la fois à glorifier le parti albanais et à souligner le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. dans le « camp socialiste ». Le parti nord-vietnamien a pris une attitude plus conforme à celle de la Chine que ne l'a fait Ho-Chi-Minh, dans son discours au Congrès. Mais les autres partis asiatiques ont suivi la Chine sans aucune réserve.

Cette division des forces communistes d'après un critère presque racial, en tout cas continental, est très sérieuse à tous égards. Il faudra la suivre attentivement.

Le désarroi des communistes italiens

En Europe, seul le minuscule parti communiste belge s'est solidarisé avec le chef des communistes albanais.

Le parti communiste italien est en plein désarroi. Il y a quelques jours, le secrétaire du parti de Trieste a fait l'éloge de Staline. Par contre, au Comité central du parti, la discussion a été chaude et même houleuse.

Togliatti a vivement attaqué les Albanais. Mais il a été très réservé en ce qui concerne l'opportunité de ces nouvelles dénégations des crimes de Staline. Il a avoué cependant — et il sait de quoi il parle, puisqu'il a été longtemps un des plus fidèles « benoui-oui » de l'Internationale Communiste à Moscou — que les crimes de Staline sont une terrible tragédie qui hante encore les esprits de la vieille et de la nouvelle génération. On a l'impression que le vieux chef du parti italien se demande comment expliquer le stalinisme sans provoquer la déception profonde des travailleurs communistes qui croyaient jusqu'à présent « au socialisme réalisé en U.R.S.S. ».

Il semble que les jeunes du Comité Central aient reproché à Togliatti de ne pas avoir déstalinisé le parti assez profondément et rapidement après le XX^e Congrès de 1956. D'autres ont réclamé le droit de constituer des tendances au sein du parti. Amendola semble avoir été le plus conséquent dans ces critiques. Il aurait posé la question de la liberté individuelle et des libertés publiques en régime communiste. La discussion est loin d'être close. Du Comité Central, elle se répercute sur les organisations de base.

Et Maurice Thorez ?

En France, Maurice Thorez, qui s'était toujours refusé à la déstalinisation — et pour cause — et qui avait interdit la publication du rapport de « K » en 1956, se tortille à présent comme un ver. Il essaie de justifier les décisions du XXII^e Congrès du P.C.U.S., tout en empêchant la mise en discussion des causes du stali-

nisme et de sa propre attitude très stalinienne et... prochinoise.

Je comprends fort bien Togliatti et Thorez. La déstalinisation actuelle ne laisse plus de place à la dictature du Chef sur le parti.

Les « dangers » de la destalinisation

Mais il existe aussi un aspect autrement sérieux de la crise actuelle du communisme. Certains communistes sincères craignent que la révélation brutale des crimes de Staline et la condamnation du régime stalinien ne provoquent une telle déception et un tel désarroi que les travailleurs communistes soient découragés et abandonnent la lutte pour le socialisme.

Ce danger existe. Il est très grave. Cependant, en continuant à dissimuler la vérité et à mentir, on ne pourrait qu'aggraver la situation et compromettre définitivement le socialisme aux yeux des travailleurs.

Au contraire, en dénonçant les crimes de Staline, en dévoilant la substance même du stalinisme et ses causes, en démontrant que le régime stalinien n'a rien de commun avec le socialisme, en faisant comprendre que l'U.R.S.S. n'a jamais été et n'est pas socialiste, bref, en cessant de mentir, on peut combattre le désespoir des communistes sincères et leur ouvrir les véritables perspectives socialistes.

Pour ma part, je n'ai cessé, dans la mesure de mes faibles moyens, de lutter, depuis plus de quarante ans, contre cette identification du socialisme avec le soviétisme, contre cette identification du marxisme avec les théories changeantes et contradictoires des chefs communistes.

Les événements confirment tous les jours un peu plus la justesse de ce combat et la nécessité de le poursuivre énergiquement.

Oreste ROSENFELD.

P.S. — Enver Hodja continue sa polémique avec Khrouchtchev. Encouragé par la Chine et par les partis asiatiques, il dénonce « K » comme un opportuniste, un révisionniste, un renégat, etc... Le chef du parti albanais accuse « K » de restaurer le « culte de la personnalité » en sa faveur. Il lui reproche d'être de connivence avec les « traîtres yougoslaves ». Il a publié une lettre attribuée à « K », d'après laquelle, d'accord avec Tito, il préconisait le remplacement du stalinien Geroy par Kadar, et cela, avant l'insurrection de Budapest. Si ce document est authentique il présente le plus grand intérêt. Il apporte alors des éléments nouveaux pour l'étude de la sanglante répression en Hongrie.



Sur la Place Rouge, pour le 41^e anniversaire de la Révolution d'Octobre : Blac Roca (Cuba), Ho Chi Minh, « K », Janos Kadar (Hongrie), Brejnev, Kozlov, Sosllov et Mikolaj.

Le billet de Jean Binot

Le poison

CA n'a pas trainé. En faisant ouvrir une série d'informations judiciaires au sujet des Musulmans suppliciés dont les corps noyés ou pendus, forment un atroce tableau de chasse, le ministre Frey interdit l'enquête de la commission sénatoriale à laquelle il avait feint de consentir, puisqu'une loi gaullienne promulguée en 58 dans le cadre des pleins pouvoirs la frappe de caducité.

Dès lors, qui croirait que ces informations multiples aboutiront, quand la justice a été impuissante à se saisir de l'étrangleur de Maurice Audin ; quand le juge d'instruction est mis hors d'état de confronter, fût-ce en effigie, Djamilia Boupacha et ses tortionnaires ? Mais ceux-là, le pouvoir les protège ; mais l'étrangleur, le pouvoir l'a promu et décoré tandis qu'il révoquait Laurent Schwartz — éloquente, éclatante, éblouissante symétrie !

Ainsi le mépris de la morale élémentaire est-il la loi de ceux qui gouvernent la France ; avec ce mépris celui de toute justice, et l'exemple est repris.

Devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence comparait un Musulman accusé d'avoir tué un légionnaire. Il plaide la légitime défense ; ses employeurs donnent sur lui des renseignements fort élogieux et le ministère public requiert avec une grande modération : le jury le condamne à vingt ans de réclusion.

Devant la cour de Nîmes comparaissent deux légionnaires reconnus coupables du meurtre, perpétré en Algérie, d'un chauffeur de taxi musulman.

Le jury les condamne à trois ans de prison.

Ainsi le poison s'est-il infiltré dans nos veines : il se nomme racisme ; il se nomme fascisme — il déshonore ; il tue.

Pour reprendre l'offensive

(suite de la page 1)

Nous ne sommes certes pas les seuls à préparer la succession de l'actuel système. Mollet le fait notamment en déjeunant avec Pinay. Qui pourrait s'en étonner ? On nous excusera de préférer d'autres partenaires et de populariser notre programme de Front Socialiste, conçu comme l'alliance à tous les échelons, sans exclusives, et sur une base d'égalité, de toutes les organisations politiques, syndicales, ouvrières, paysannes, universitaires, sociales et de jeunesse, qui expriment les intérêts et les aspirations des différents couches travailleuses.

Ce n'est point par dogmatisme, en vertu d'une sorte d'a-priorisme doctrinal, que nous l'avons voulu « socialiste » et non plus seulement « républicain ». Une démocratie purement politique, insuffisante certes mais possible naguère, ne serait plus maintenant viable pendant une longue période. Formelle, peu à peu vidée de sa substance, si les leviers de commande de l'économie demeuraient aux mains des privilégiés, elle ne pourrait que livrer quelques combats de retardement à un fascisme avoué ou honteux, ou à une technocratie sans âme.

Si l'on veut créer une situation de « non-retour », il faudra substituer au mot d'ordre négatif « le fascisme ne passera pas », le mot d'ordre positif « le socialisme passera », non seulement pour créer, chez les travailleurs, une indispensable volonté offensive, mais aussi et surtout pour que les réformes arrachées à la suite de luttes victorieuses ne soient plus remises en question, dès la première oscillation défavorable du pendule politique.

Edouard Depreux

Dont Acte

A la suite des informations que nous avons publiées dans notre n° 73 (28 octobre 1961) sur les incidents qui ont marqué l'arrivée à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne des femmes et enfants musulmans qui venaient d'être arrêtés au cours de manifestations, nous avons reçu une lettre du directeur de l'hôpital.

Celui-ci s'élève contre les propos qui avaient été prêtés par nous au chef du personnel et ajoute que « le fonctionnaire mis en cause est une demoiselle dont tout le monde s'accorde à louer les qualités morales et la générosité de sentiments... En cette journée du 20 octobre 1961, il apparaît, au contraire, que son rôle exclusif a été de concilier des données administratives particulières avec un souci majeur d'humanité ».

Le pire : la prolongation de la guerre

LE drame algérien connaît une nouvelle et inquiétante péripétie.

A qui la faute ? Au G.P.R.A. et à lui seul, ont déjà répondu certains journaux parisiens. Le général de Gaulle vient de répéter, au cours de son voyage parfois un peu chahuté, que la France était prête à reprendre la négociation sans poser aucun préalable. Ces déclarations ont d'abord été favorablement accueillies à Tunis. On paraissait donc à la veille de nouveaux pourparlers, lorsque, soudain, c'est le G.P.R.A. qui pose un nouveau préalable en appuyant la grève de la faim des détenus algériens en France et la demande de libération de Ben Bella.

M. Yazid, ministre de l'Information du G.P.R.A., a fait à ce sujet à la fin de la précédente semaine, plusieurs déclarations. Dans la dernière, le 12 décembre, il a dit notamment : « La situation qui est faite aux cinq ministres emprisonnés, de même qu'aux autres détenus en France et en Algérie, nous fait sérieusement douter des intentions de ceux qui au nom de la France parlent aujourd'hui de négociation... C'est manquer de réalisme que de croire qu'il se trouvera des patriotes algériens pour accepter de négocier à un moment où, par la faute des responsables français, cinq ministres algériens sont en danger de mort, de même que des dizaines et des dizaines de milliers de courageux militants du F.L.N. »

Il est sans doute facile de mettre le G.P.R.A. en contradiction avec lui-même.

Mais il nous paraît bien léger — et surtout bien dangereux — de jouer sur ces contradictions et de conclure que la nouvelle exigence est tout simplement une manifestation de mauvaise volonté et une manœuvre de retardement ou d'obstruction.

Il est plus vraisemblable que les nouvelles complications résultent tout simplement, du caractère pris récemment en France par la répression et des changements apportés au régime des détenus.

Personne ne conteste plus aujourd'hui les actes de sauvagerie qui ont suivi les manifestations musulmanes du 17 octobre. Une enquête parlementaire vient d'avoir lieu ; les témoignages apportés, sur le camp de Vincennes en particulier, sont accablants.

Ils ont d'autant plus de valeur que la plupart des membres de cette mission parlementaire (composée d'U.N.R., de M.R.P., d'Indépendants et de S.F.I.O.) se sont plutôt distingués jusqu'ici par leur lenteur à s'emouvoir de telles situations, qui ne sont pourtant pas sans précédent depuis sept années que dure la guerre.

Il n'est pas moins significatif que certains journaux fassent état d'un malaise au sein même de la police parisienne.

Désormais, il ne sera plus possible, comme on l'a trop souvent fait jusqu'ici, de rejeter en bloc toutes les accusations en les qualifiant de calomnies et en les imputant à la mauvaise foi d'une opposition systématique.

On serait donc bien avisé de ne pas trop s'empresser de rejeter sur le G.P.R.A. la responsabilité des nouvelles difficultés.

On serait mieux inspiré de se rappeler que les divers gouvernements français eux-mêmes ont toujours admis que des mesures d'apaisement seraient un moyen de créer un climat favorable à une négociation.

Enfin on devrait s'interroger sur les raisons pour lesquelles Ben Bella et d'autres ministres du G.P.R.A. se trouvent entre nos mains. Quels griefs

la France peut-elle formuler contre eux, sinon celui d'être des chefs de la rébellion, c'est-à-dire très exactement ce que sont les autres membres du G.P.R.A. avec lesquels on a déjà tenté à trois reprises de négocier ? S'ils se trouvent aujourd'hui en France, c'est à la suite d'un piège que toute l'opinion internationale avait qualifiée en son temps « d'acte de piraterie ». Couverte et approuvée après coup par le gouvernement de l'époque, celui de Guy Mollet, l'initiative avait été prise à l'insu du pouvoir civil par certains chefs militaires. On prétendit la justifier aux yeux de l'opinion privée de ses chefs, les réseaux du F.L.N. démantelés grâce à des renseignements d'importance capitale trouvés dans les bagages de Ben Bella, les combattants algériens démoralisés... Qui pourrait relire aujourd'hui les sottises proférées alors, sans en ressentir le caractère à la fois ridicule et scandaleux ?

Bien sûr on ne manque pas d'opposer l'argument traditionnel : il n'est pas possible de subir un chantage et une menace, de rendre la liberté à Ben Bella et d'améliorer le régime de l'ensemble des détenus en cédant à des pressions.

Ce qu'il n'est pas possible d'admettre selon nous, c'est que l'on se bute à des considérations d'amour propre en s'aveuglant sur les données réelles de la situation. Qui doute encore que l'Algérie soit indépendante ? Qui croit encore que cette indépendance sera réalisée autrement que par un accord avec le G.P.R.A. ? Qui peut être assez aveugle pour ne pas voir que tout nouveau retard accroît les risques de chaos et amenuise les chances d'une coopération ?

Le pire, c'est la prolongation de la guerre.

Robert Verdier

CHAQUE JOUR, DE NOUVEAUX TÉMOIGNAGES

CHAQUE jour amène de nouveaux témoignages, de nouvelles preuves, de nouvelles protestations.

Les prêtres de la Mission de France, avec l'approbation du cardinal Liénard, dénoncent les méthodes employées à l'égard des Algériens de la métropole « qui n'ont pas trouvé chez nous l'accueil qu'ils méritaient ». Des médecins, des parlementaires exposent ce qu'ils ont vu : « Ces traitements, déclarent-ils, sont incompatibles avec la dignité humaine ».

Une mission parlementaire d'enquête constate lors d'une visite au camp de Vincennes « que beaucoup de détenus étaient blessés, généralement à la tête, et que leurs vêtements étaient tachés de sang ; un certain nombre souffraient de fractures du bras, ces fractures ayant été consolidées et plâtrées... Beaucoup de détenus qui avaient des plaies, notamment au crâne, semblaient ne pas avoir été soignés et n'avaient eu aucun pansement ».

Les syndicats C.F.T.C. de la région parisienne ont rassemblé de multiples témoignages réunis en un document accusateur : « Face à la répression ».

Les syndicats déclarent : « C'est donc au niveau du Préfet de Police, du Ministère de l'Intérieur, du gouvernement et de la Présidence de la République qui a assumé tous les pouvoirs » qu'il faut situer la responsabilité de meurtres nombreux dès avant la manifestation du 17 octobre ».

Ils lancent aussi un avertissement :

« L'histoire enseigne que ceux qui ont toléré de tels abus à leur commencement en sont finalement les victimes. Le processus est irréversible : seul un sursaut populaire peut le briser ». Et aussi un appel : « Les régimes policiers se retournent toujours contre le mouvement syndical et les travailleurs parce qu'une police toute puissante se met spontanément au service de l'ordre établi, puis de la réaction, puis du fascisme. Le pouvoir de fait que s'arroge la police en France et spécialement dans la région parisienne, doit donc être rapidement brisé ».

L'ouverture d'une centaine d'informations judiciaires tendant à rechercher les causes de la mort de nombreux Musulmans dont les corps ont été retrouvés dans la Seine et dans les forêts parisiennes a un premier résultat : elle rend impossible la création d'une commission d'enquête.

A Grenoble : les Syndicats contre l'O.A.S.

L'ATTENTAT terroriste perpétré contre la Bourse du Travail de Grenoble a suscité une très vive émotion dans tous les milieux ouvriers, universitaires, étudiants et agricoles de Grenoble.

Répondant à un appel commun des Unions départementales C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O., de la Fédération de l'Éducation Nationale, du Syndicat des Insti-

tuteurs du Syndicat général de l'Éducation nationale, de l'Association générale des étudiants de la Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles, du Centre des jeunes agriculteurs et Chambre d'Agriculture, près de 3.000 personnes, ouvriers, employés et étudiants, se sont rassemblées à partir de 18 heures, devant la Bourse du Travail.

En cortège, par le boulevard Gambetta, le cours Berriat, le cours Jean-Jaurès et l'avenue d'Alsace-Lorraine, les manifestants ont gagné la place Victor-Hugo en scandant des slogans : « Paix en Algérie », « O.A.S. au poteau », « O.A.S. S.S. », « Libérez le contingent » et « Arrêtez les tortures ».

Au nom de toutes les organisations qui avaient pris l'initiative de la manifestation, M. Boullu, de la F.E.N., donna lecture place Victor-Hugo, de la motion commune établie par les délégués.

LES AGRICULTEURS SOLIDAIRES

La Fédération des Syndicats d'exploitants agricoles le Centre des Jeunes Agriculteurs, la Chambre d'Agriculture de l'Isère manifestent leur sympathie syndicale aux centrales syndicales ouvrières et cadres qui, après le syndicalisme étudiant, sont victimes des agissements de lâches individus qui tentent de faire prévaloir leur point de vue par la violence que nous réprouvons.

Dans la défense du droit syndical lié aux libertés et aux institutions démocratiques, le syndicalisme paysan se déclare totalement solidaire des autres centrales syndicales.

Le 24 Novembre, devant le Tribunal Militaire

On nous fait parvenir le texte de la pétition suivante. Nous tenons à la porter à la connaissance

de nos lecteurs qui ont toujours apporté leur appui à toutes les victimes de la répression.

Le 24 novembre 1961, quatre militants : Simon BLUMENTAL, Michel DALIEZ, Pierre HESPEL et Louis ORHANT doivent passer devant le Tribunal militaire de Paris.

Que leur reproche-t-on ? D'avoir lutté contre la guerre d'Algérie. Il n'est pas concevable que ces hommes puissent être condamnés pour avoir œuvré dans la mesure de leurs moyens pour l'avènement de cette Algérie indépendante et souveraine que le Président de la République appelle maintenant de ses vœux.

Je demande au Tribunal militaire de les acquitter :

NOM et PRENOMS :

Adresse :

Signature

SIGNEZ, REPRODUISEZ ET FAITES SIGNER ET RETOURNEZ D'URGENCE A : BOITE POSTALE 90-X - PARIS (X') qui transmettra au Tribunal.

Djamila Boupacha et la Justice

EN février 1960 le conflit algérien approchait de sa solution, la pacification s'achevait, l'armée comptabilisait ses succès. La torture, « cette séquelle de la vérole nazie » léguée par la IV^e République n'était plus qu'un cauchemar ancien. Tel était alors le ton des discours officiels. Telles étaient les affirmations catégoriques de MM. Malraux et Michelet, consciences assoiffées de justice de la République « pure et dure »...

Dans la nuit du 10 au 11 février, à Dely Ibrahim près d'Alger, le capitaine D... et ses hommes font irruption dans une maison paisible. En quelques secondes, tout est saccagé. Le chef de famille, un vieillard de 71 ans est jeté à terre, injurié, battu avec sauvagerie. Son gendre subit le même traitement. Sa fille aînée également. Seule la plus jeune, enceinte, paraît avoir été traitée avec moins de férocité. Il paraît que cela fait partie des traditions : un flic, un parasite croiraient déshonorés s'ils adressaient calmement la parole à un civil, « raton » de surcroît...

Des « aveux »

Tous quatre sont amenés au « centre de tri d'El Biar ». Les deux hommes subissent plusieurs jours durant les tortures de l'eau, de l'électricité, de la baignoire. La fille aînée, Djamila est interrogée. Elle nie avoir déposé le 27 septembre 1959 un engin explosif à la Brasserie des Facultés, engin qui fut désamorcé par les artificiers. Elle doit avouer. Elle avouera. Les injures accompagnent les gifles, puis les coups de poing. Comme le para est fatigué de frapper, c'est contre de tri d'El Biar ». Les deux hommes. Celle-ci vacille, tombe à terre : un officier, à coups de talon lui écrase les côtes : une déviation costale en résultera toujours visible à la radio. Djamila garde encore le silence. Les autorités la transfèrent alors à Hussein Dey. Ses vêtements sont arrachés : c'est entièrement nue qu'elle est attachée sur un fauteuil. Des électrodes lui sont fixés sur l'aîne, au sexe, sur les seins. Policiers et harkis lui font subir le supplice de l'électricité. Avec leurs cigarettes, ils la brûlent à la poitrine, aux épaules, à la cuisse droite. Djamila garde le silence.

Les tortures continuent plusieurs jours. A l'électricité succède la baignoire, puis de nouveau les coups, les gifles, les injures. N'obtenant rien, ces nouveaux S. S. et leurs miliciens cherchent un nouveau supplice. Ils le trouvent. Sa relation semble sortir d'un roman noir du XVIII^e siècle. Djamila sera violée mais c'est avec une bouteille de bière que l'acte est accompli. A la souffrance atroce, ces distingués partisans de l'Algérie Française ont voulu ajouter l'humiliation indélébile qui marque l'esprit mieux que le corps... De retour à El Biar, Djamila signera un procès-verbal d'« aveux ».

Telle est l'histoire de Djamila Boupacha.

L'histoire de la procédure n'est pas moins édifiante.

Le 15 mars 1960 l'instruction commence. Djamila est inculpée d'association de malfaiteurs et de tentative d'homicide. Le 15 mars au soir l'instruction est close : dix actes d'instruction ont été établis dans la même journée ! Ce fait à lui seul peut établir la volonté des autorités de trahir la vérité. En sortant du cabinet du juge, Djamila a néanmoins le temps de crier qu'elle a été torturée.

Sa défense, assurée par Me Gisèle Halimi, va connaître de nombreuses entraves : autorisations de séjour limitées, impossibilité quasi totale de préparer les plaidoiries, de consulter les dossiers : quelques heures seulement sont accordées. Alors que Djamila doit comparaître devant le tribunal des forces armées le 17 juin, le permis de séjour de son défenseur expire le 16. C'est un avocat d'office qui sera désigné. Celui-ci, connu pour ses opinions ultras tient des propos scandaleux sur ses confrères parisiens, s'oppose au renvoi et trahit les intérêts de sa cliente. Personne, ni le Tribunal, ni le Bâtonnier, ni le Garde des Sceaux ne feront remarquer à ce monsieur qu'il trahit délibérément son serment, sa fonction, son honneur. Si une plainte en tortures et séquestration arbitraire a pu être déposée avec constitution de partie civile, dès le 17 mai, son instruction est difficile. Le capitaine D... refuse avec in-

solence de s'expliquer sur les « accusations d'un agent de la rébellion ». Le transfert de Djamila en métropole est obtenu en juillet, ce transfert devant permettre une contre-expertise médicale. Alors que celui-ci est imminent, le juge d'instruction signifie à Djamila que son transfert est subordonné au paiement d'une caution de 125.000 anciens francs ! qui heureusement fut versée rapidement par le comité de défense créé sous l'impulsion de Simone de Beauvoir.

culpations pourront-elles être prononcées, les tortionnaires seront-ils déférés en Cour d'Assises ? A l'heure où nous écrivons, il nous faut répondre NON. Et ceci sur les instructions précises du gouvernement de M. Debré.

Identifier les coupables

Le juge d'instruction de Caen a réuni les expertises médicales qui apparaissent comme complémentaires et



(Agip.)

Djamila BOUPACHA à Caen. Après les tortures, la grève de la faim.

Les nombreuses démarches entreprises, les réunions publiques organisées, la campagne de presse, l'émission de l'opinion permettent d'obtenir le dessaisissement des Tribunaux d'Alger au bénéfice du Tribunal de Caen. L'instruction va-t-elle enfin pouvoir se dérouler normalement, des in-

tendent à prouver les sévices. Il a procédé à différentes confrontations et a recueilli plusieurs témoignages. Ayant décidé la jonction des plaintes de Djamila, de son père et de son beau-frère, il réussit à faire saisir à l'hôpital Maillot un rapport établissant la matérialité des sévices subis

par le père de Djamila. Restait à identifier les coupables.

Le magistrat demanda dès février 1961 la liste des militaires et policiers ayant participé à des degrés divers à l'arrestation et à la détention des membres de la famille Boupacha. Sans réponse, il demanda à nouveau les identités complètes et les photographies des dits. Le juge a reçu une fin de non-recevoir motivée du général Ailleret commandant supérieur en Algérie : « J'ai estimé en effet que la demande de leur photographie à tous les militaires et policiers... était susceptible de provoquer des répercussions fâcheuses sur leur état d'esprit et sur le moral des corps et services dont il font partie. J'ai exposé mon sentiment au Ministre des Armées qui a bien voulu me faire connaître le 29 mai 1961 qu'il partageait entièrement ma manière de voir... »

Menacée de « disparition »

En outre, un témoin Zineb Laroussi, après avoir affirmé à Alger qu'elle avait entendu Djamila affirmer qu'elle n'avait jamais été torturée et qu'elle avait déposé la bombe, est revenue à Caen, devant le juge, sur ses déclarations, expliquant qu'elle avait été mise dans la même cellule pour espionner Djamila et la faire parler et que si elle n'avait pu dire la vérité plus tôt, c'est qu'elle avait été menacée par les paras de « disparition »...

Tels sont les faits.

Actuellement, l'instruction des plaintes est pratiquement terminée. Il ne reste plus qu'à procéder aux confrontations nécessaires. Mais pour cela il faut des noms, des visages, que les autorités militaires refusent de livrer.

Rien n'est changé depuis le début de la guerre d'Algérie. Policiers et militaires sont intouchables. La Justice doit courber la tête devant la coalition la plus immorale qui existe : celle des tortionnaires et des pleutres et des lâches des pouvoirs civil et militaire. Le Pouvoir complice, couvre et se tait. Qu'importe les torturés. Il faut penser d'abord au « moral » des tortionnaires. Telle est la nouvelle « morale » que la V^e République instaure.

Louis Houdeville

Le procès des Avocats

A l'heure où je rédige ces lignes, il est trop tôt pour savoir quel sera le verdict du procès de Maître Vergès et de cinq de ses confrères. Mais si l'on se réfère à de récents procès, pour peu que le tribunal tienne compte d'illustres précédents, on peut s'attendre à une condamnation. Le 11 novembre, à Aix-en-Provence, un Algérien qui avait tué un légionnaire le poursuivant, fut, bien qu'on lui reconnut les circonstances atténuantes, (il plaidait la légitime défense), condamné à vingt ans de réclusion criminelle. Le 23 octobre, deux légionnaires reconnus coupables du meurtre d'un chauffeur de taxi Nord-Africain furent, eux, condamnés à trois ans de prison.

En bonne logique, Maîtres Courrégé, Vergès, Beauvillard, Benabdallah, Oussedik, Zavrian encourent sept à huit fois les peines distribuées aux généraux félons d'Alger. A cette différence près : ils ne sont pas généraux. Ils n'ont pas dirigé un putsch. La peine sera donc aggravée d'autant.

Atteinte à la Sûreté de l'Etat

Les six avocats sont inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, (on pourrait ironiser lourdement sur cette notion de « sûreté de l'Etat » qui permet aux agents de l'OAS de circuler et d'assassiner à loisir, mais, passons). Il leur est reproché d'avoir été rétribués régulièrement par le F. L.N. pour assurer la défense des Algériens emprisonnés et jugés. L'accusation pour étayer son dossier s'appuie sur trois faits qui, distinctement ne concernent pas tous les avocats mais partie. Premier fait : la saisie, chez l'un des signataires de « La gangrène », Boumaza, de

listes comportant des noms en face desquels figuraient des chiffres : les sommes versées aux avocats, selon l'accusation. Second fait : la découverte en Hollande, chez un imprimeur impliqué dans une affaire de faux, du brouillon d'une lettre supposée d'un responsable FLN montrant les relations directes entretenues avec les avocats. Troisième fait : la tentative d'un des avocats d'avalier, à la douane française d'Hirson, une liste de noms. A partir de ces éléments, l'accusation s'emploie à montrer que les avocats plaident dans l'optique F.L.N., qu'ils monopolisaient la défense des accusés FLN, qu'ils n'y limitaient pas leur action, mais assuraient aussi des missions de contact.

« Vous êtes juges mais vous êtes aussi partie »

Dès les premières sessions, la défense a montré le peu de consistance des « preuves » alignées par l'accusation. La liste Boumaza ne prouve pas grand-chose. Les fonds étaient versés à la famille des Algériens jugés qui payaient, elles, les avocats. Ceci permettra à M^e Vergès de poser une question demeurée — dommage — sans réponse : « Demande-t-on aux avocats de Lagailarde de qui, ils perçoivent leur argent ? ». Un avocat du barreau d'Amsterdam évoqua ensuite l'affaire du document « hollandais ». La justice néerlandaise avait inculpé Santen et Raptis de fabrication de fausses cartes d'identité, de fausse monnaie, de trafic d'armes. La fausse monnaie fut seulement retenue. La liaison avec le F.L.N. n'était pas évidente : le document qu'on croyait découvert en juin 1960 ne le fut qu'en octobre. Bien qu'il y eut entre temps de nombreuses perquisitions. Des

choses qui ont incité M^e Courrégé à porter plainte contre X... en faux « et contre le directeur de la DST, en usage de faux ». Pourtant, si les avocats contestent l'authenticité ou la valeur des « documents » présentés, ils affirment hautement leur solidarité avec le FLN. M^e Benabdallah l'expliquera. « Vous êtes d'un côté. Je suis de l'autre. Vous êtes juges mais vous êtes partie ».

Le procès Debré

M^e Oussedik se référera à sa qualité d'Algérien, solidaire des victimes des ratonnades, des noyades de la Seine; M^e Vergès à son état de colonisé. M^e Courrégé expliquera comment il vint les rejoindre. Il retracera son apprentissage de l'horreur, des exécutions, des procès hâtifs. Et il dira l'essentiel : « Nous avons dénoncé ce qu'il y avait de scandaleux à vouloir obtenir des aveux, à mêler la justice à une opération de guerre et de répression ». Qu'aujourd'hui, M^e Courrégé, Vergès et leurs camarades soient jugés eux, et non pas les artisans, les exécutants des meurtres collectifs, lot de la guerre coloniale nous rappelle le contenu réel du régime gaulliste.

En fait, il apparaît ici que Michel Debré - un coup-à-droite-un-coup-à-gauche voulait son procès. Tant pis, si la parodie de justice apparaît nettement, la guerre a, voici longtemps, indiqué la fonction qu'on attribuait aux tribunaux dans l'Etat bourgeois. Ceci dit, MON-O.A.S. sera-t-elle satisfaite ? On peut se le demander. On pourrait aussi le demander à ces pieux paladins, chevaliers de la république libérale et compréhensive, défenseurs des libertés démocratiques Maîtres Tixier-Vignancour, Biaggi, etc...

Emile Copfermann

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES

ALFORTVILLE, 11 ET 12 NOVEMBRE

NOUS publions ci-dessous le texte intégral des résolutions adoptées par le Conseil national du P.S.U., qui s'est tenu à la salle des fêtes d'Alfortville, les 11 et 12 novembre.

Deux de ces textes qui concernent la répression organisée à la suite des manifestations algériennes du 17 octobre et la grève de la faim des détenus algériens, ont été adoptés à l'unanimité, l'un sur rapport de Marc Heurgon, l'autre sur rapport d'Alexandre Montariol.

La résolution sur le problème de Berlin et de l'Allemagne rapportée par Gilles Martinet a été adoptée par 522 mandats contre 48 et 62 abstentions. Ce texte, on le verra, est pour l'essentiel très proche de celui qu'avait adopté le Comité politique national réuni les 9 et 10 septembre. La brève résolution sur le XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a été adoptée par 598 mandats contre 3 et 21 abstentions.

On sait que la plus grande partie des débats avait été réservée aux problèmes de politique intérieure. Il s'agissait essentiellement, pour les militants du P.S.U., de faire le point sur l'application de la politique définie par le Congrès de Clichy en tenant compte des récents développements : affaiblissement du régime, action de l'O.A.S., évolution de la S.F.I.O. et d'autres organisations ou partis conduits à amorcer un « désengagement » plus ou moins net à l'égard du régime, positions adoptées par les grandes organisations syndicales, etc...

C'est dans cet examen d'ensemble que prenaient place également les appréciations sur l'initiative prise par Pierre Mendès France à

la suite de sa conférence de presse. Le débat avait été ouvert par le rapport présenté au nom de l'unanimité du Bureau par le secrétaire national Edouard Depreux.

Sur ces problèmes, quatre textes ont été soumis au vote du Conseil national après les travaux de la Commission des résolutions.

Il convient, pour apprécier clairement la signification des votes, de rappeler brièvement la procédure prévue par le règlement du Conseil national.

Lorsqu'un accord sur un texte unique ne s'est pas réalisé à la Commission des résolutions, les motions sont mises aux voix simultanément afin que soit déclarée « prise en considération » celle qui obtient la majorité. Ensuite, des amendements à ce texte peuvent être présentés et mis aux voix. Une fois la discussion et le vote sur les amendements terminés, un scrutin définitif sur l'ensemble du texte a lieu.

Le vote sur la prise en considération a donné les résultats suivants :

1.) Texte rapporté par René Fallas : 42 mandats.

2.) Texte rapporté par Lucien Weitz : 119 mandats.

3.) Texte rapporté par Jean Poperen : 170 mandats.

4.) Texte rapporté par Henri Longeot : 378 mandats.

Sur un total de 760 mandats (3 abstentions et 48 absents).

Dans le vote d'ensemble qui est intervenu

ensuite, sans qu'aucun amendement ait été présenté, le résultat a été le suivant :

Pour le texte rapporté par Henri Longeot : 425. Contre : 173.

C'est donc cette résolution qui a été adoptée par le Conseil national et que nous donnons ici.

Les autres motions, ainsi qu'une analyse des débats seront publiées dans « Le Courrier du P.S.U. ».

Nous ne pouvons qu'indiquer brièvement ici les différences essentielles entre les unes et les autres.

La motion de René Fallas tendait essentiellement à mettre l'accent sur la volonté du P.S.U. de « ne participer en aucun cas à un cartel ni à un front qui excluerait le P.C.F. et la C.G.T. ».

La motion présentée par Lucien Weitz, rappelant d'autre part les objectifs essentiels du P.S.U., affirmait notamment que « tant la formule gouvernementale définie par Pierre Mendès France, dont ni le programme ni l'assise sociale ne sont précisés, que la méthode choisie pour la faire connaître sont en désaccord aussi bien avec le programme adopté par le Congrès de Clichy, qu'avec l'orientation et la nature socialiste du parti ».

Enfin, le texte qu'a présenté Jean Poperen, identique au texte Longeot sur tous les autres points, avait pour objet principal de supprimer le paragraphe rappelant la résolution adoptée le 1er octobre par le C.P.N. sur l'initiative de Pierre Mendès France, de manière à ne pas laisser croire que celle-ci serait l'axe de la politique du Parti.

Solidarité avec les détenus algériens

LES prisonniers algériens en France vont entreprendre la troisième semaine de grève de la faim.

Le Conseil National du P.S.U. salue leur cohésion et leur discipline qui témoignent de la maturité politique du peuple algérien et la représentativité incontestable du G.P.R.A.

Il déclare que cette représentativité et cette discipline sont la meilleure garantie de l'ordre dans l'Algérie indépendante.

Le Conseil National salue le geste de solidarité des emprisonnés anticolonialistes français qui ont décidé de partager toutes les épreuves de leurs codétenus algériens en lutte pour revendiquer la reconnaissance de leur dignité de combattants.

Il appelle tous les Français soucieux de l'honneur de notre peuple à prendre conscience de l'extrême danger qui à chaque heure qui passe menace la vie des grévistes de la faim et à élever la plus large et la plus énergique protestation contre l'aggravation des conditions de la détention des militants algériens au moment où le Président de la République prétend que la reprise de la négociation est imminente, car les brimades compromettent cette reprise des négociations.

Le Conseil National déclare en outre que les travailleurs français ont pour devoir de consacrer toutes leurs forces à dégager les soldats français d'une guerre impérialiste qui tente en vain au prix d'horreurs dégradantes, d'étouffer dans le sang le mouvement révolutionnaire algérien mais qui menace également l'existence des libertés en France.

Il affirme que la lutte des révolutionnaires algériens et la lutte des socialistes français forment un combat unique pour le socialisme international.

Texte présenté
par Alexandre MONTARIOL
(adopté à l'unanimité)

Pour une journée nationale contre le racisme et pour la paix

LE P.S.U. réuni en Conseil National :

— dénonce une nouvelle fois le déferlement de violences et de brutalités racistes qui s'est abattu sur les travailleurs algériens depuis leurs manifestations pacifiques du 17 octobre,

— souligne la complicité et la débilite d'un régime, incapable de contrôler sa police comme de transcrire dans les faits une volonté de paix qu'il ne clairotte qu'en paroles,

— se félicite cependant des protestations de plus en plus nombreuses qui traduisent une prise de conscience populaire. L'avertissement sans équivoque adressé au Pouvoir le 31 octobre par les syndicats de la région parisienne, la manifestation de rues organisée le 1er novembre, place Clichy, à l'appel du P.S.U., ont contribué à ce réveil.

Il serait extrêmement dangereux dans les circonstances actuelles, que les organisations de gauche attendent passivement la suite des événements ou se bornent à des actions dispersées. C'est pourquoi le Conseil National considère comme nécessaire l'organisation dans l'union la plus large possible d'une journée nationale d'action contre le fascisme et le racisme et pour la Paix en Algérie.

Texte présenté
par Marc HEURGON
(adopté à l'unanimité)

PAR LE CONSEIL NATIONAL

12 NOVEMBRE 1961

POLITIQUE INTÉRIEURE

LES événements de ces derniers jours et notamment les circonstances du dernier voyage du général de Gaulle, ont mis en lumière un nouvel affaiblissement du régime. Le développement de l'action terroriste de l'O.A.S., le soutien public que lui ont apporté certains parlementaires, confirment l'incapacité du pouvoir à défendre sa propre légalité. Dans le même temps, le mécontentement populaire s'accroît et les récents mouvements revendicatifs ont révélé une incontestable combativité.

Si le mouvement ainsi amorcé ne passe pas encore sur le plan politique c'est parce que les forces de gauche demeurent divisées et qu'elles ne parviennent pas à lier les luttes sociales à un programme répondant aux problèmes modernes de la société française.

Pour le P.S.U., ces deux questions (celle de la division de la gauche et celle du programme) sont inséparables. Sans un programme nouveau, il n'y aura pas de regroupement des forces sociales qui composent aujourd'hui la gauche et sans le regroupement de ces forces, le meilleur programme demeurera lettre morte.

C'est pourquoi le Conseil National, en approuvant dans ses grandes lignes la résolution du C.P.N. du 1^{er} octobre, demande que soient rapidement concrétisés et popularisés les événements du programme défini par ses premiers congrès.

Un programme global

Le P.S.U. rejette à ce propos la distinction traditionnelle entre un catalogue de revendications minimum et un programme maximum que l'on relègue le plus souvent dans le grenier des accessoires idéologiques. Ce programme doit se présenter comme **une réponse globale aux principaux problèmes qui se posent au pays dans les années présentes.**

Il faut populariser ce programme de « Front Socialiste », en débattre avec les intéressés, c'est-à-dire avec les militants et organisations syndicalistes, sociales et culturelles, coopérateurs et mouvements coopératifs, les mouvements de jeunesse, etc. Toute formule de gouvernement provisoire ne saurait dispenser de l'effort méthodique et patient pour lequel, au lendemain de l'instauration du pouvoir personnel en 1958, le P.S.U. a été conçu.

Le C.P.N. dans sa résolution du 1^{er} octobre a constaté que les déclarations de notre camarade Pierre Mendès France avaient à cet égard, ouvert d'intéressantes perspectives.

Le Conseil National constate que les contacts pris par Pierre Mendès France à la suite de sa conférence de Presse du mois de septembre ont rencontré un écho réel dans les régions qu'il a visitées. Il demande au Bureau National d'examiner avec Pierre Mendès France, en fonction des propositions définies par le Parti, le développement de ses démarches. Le Conseil National estime que l'action de Pierre Mendès France ne prendra sa véritable signification que située dans le cadre de la politique de Front Socialiste définie par le Congrès de Cléchy.

Nous seuls, en tant que Parti, offrons aujourd'hui une issue en rupture profonde avec les expériences détestables du passé, nous seuls pouvons y gagner la masse de la jeunesse un moment dérouter par les séductions du gaullisme; nous seuls pouvons y gagner des forces inorganisées mais encore influencées par la S.F.I.O. et par le P.C.F.

Multiplier les actions communes

L'attraction de nos idées sera d'autant plus forte, leurs progrès d'autant plus rapides que nous continuerons à apparaître comme les organisateurs d'actions communes pour la paix en Algérie, contre la subversion fasciste et contre le pouvoir gaulliste. C'est à aider à leur développement dans tout le pays que doivent viser nos démarches auprès des organismes dirigeants. Les initiatives propres du Parti, telle la manifestation du 1^{er} novembre, contribuent à accélérer cette évolution.

La situation présente offre des chances plus grandes aux succès de ces démarches, les nouveaux développements de la déstalinisation et les divergences apparues dans le monde soviétique ne peuvent manquer d'avoir des répercussions sur le mouvement communiste français.

Chacune de nos initiatives politiques doit contribuer à façonner le rassemblement qui demain prendra en main les destinées de la nation en rendant impossible une nouvelle troisième force à la remorque de l'U.N.R. ou de Pinay.

C'est la voie la plus sûre pour préparer des changements décisifs et parvenir dans un avenir prochain à une stratégie nouvelle de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique en France.

Texte présenté par Henri LONGEOT

POLITIQUE INTERNATIONALE

Berlin et l'Allemagne

LE Conseil National fait sien la résolution sur la crise de Berlin et le danger de guerre adoptée les 9 et 10 septembre par le Comité Politique National du P. S. U. Il considère que, dans la situation mondiale, telle qu'elle se présente aujourd'hui,

— il est indispensable de reconnaître la République Démocratique Allemande, la République Fédérale étant déjà par presque tous les Etats;

— il faut rechercher la neutralisation des deux Etats allemands dans la perspective du désengagement et de la démilitarisation en Europe Centrale;

— il faut, dans le cadre de la lutte contre le réarmement allemand exiger la cessation de l'entraînement d'unités de la Bundeswehr en France, tout en s'opposant au caractère chauvin de certaines propagandes développées à ce propos. Le P. S. U. rappelle à ce sujet qu'il est partisan de la liquidation de toutes les bases militaires amé-

ricaines, françaises, britanniques, etc... d'une part, — soviétiques, etc... de l'autre, installées en territoire étranger;

— il faut exiger un renversement complet de la politique du gouvernement français, lequel cherche actuellement à saboter la négociation Est-Ouest, au lieu de l'appuyer de tous ses efforts comme il le devrait;

— il est essentiel d'abandonner les méthodes de force et de chantage pour régler les problèmes internationaux. En ce sens, le P.S.U. condamne la reprise et la poursuite par l'U.R.S.S. d'explosions nucléaires expérimentales qui mettent en danger la santé de millions d'êtres et préparent la généralisation de l'armement atomique dans le monde

Le Conseil National donne mandat au Bureau National de rechercher tous les moyens de populariser cette position dans le Parti et à l'extérieur. Il souligne la nécessité d'armer idéologiquement

les membres du Parti de manière à leur permettre de faire face à toutes les discussions avec l'ensemble des forces de la gauche française — et en particulier, de leur signaler les différences de notre position et de celles des autres organisations.

Le Conseil National considère que cette prise de position sur le problème de Berlin est un élément d'une conception générale de la

politique internationale qui demande à être précisée et développée de manière urgente.

Il mandate le C. P. N. pour convoquer sans retard et préparer par une large et rapide information le Conseil National Extraordinaire sur l'orientation générale de la politique internationale du P. S. U., Conseil National qui devra se tenir le plus rapidement possible et en tous cas avant le Congrès.

Le XXII^e Congrès du P. C. de l'Union Soviétique

LE Conseil National attache la plus grande importance aux conséquences du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'U. R. S. S. Les vives tensions qui s'affirment à l'intérieur du bloc des pays communistes montrent à quel point il est nécessaire de développer la critique la plus ferme et la

plus constante à l'égard des traits négatifs qui continuent à s'affirmer dans ces pays, mais aussi à quel point il n'est plus utopique d'espérer des évolutions qui permettront un jour de liquider réellement les fondements du stalinisme et de rendre ainsi possible le rapprochement des forces socialistes mondiales.

Le P.S.U. en deuil

La fédération
de Seine-et-Oise,
la section
de Sèvres-Ville d'Avray

NOTRE excellent camarade Maurice Labroue, depuis deux ans trésorier et membre du Bureau de la section de Sèvres, est décédé mercredi 1^{er} novembre, à la suite d'une brève maladie.

Notre ami, qui n'était âgé que de quarante ans, apportait une calme et solide constance, aussi bien dans la lutte de tous les jours que dans la diffusion du journal.

Il laisse deux enfants et une jeune femme. Nous les prions de croire à la part très vive que nous prenons à leur douleur, et les assurons de notre solidarité agissante.

et la fédération
de Charente-Maritime

La Fédération de la Charente-Maritime nous annonce le décès de notre camarade Baron, conseiller municipal de Saintes.

Baron, membre du P.S.U. depuis sa fondation, était un militant d'un dévouement exemplaire. Sa mort est une grande perte pour la fédération de la Charente-Maritime.

A la famille de notre camarade, et aux militants de la Charente-Maritime, nous exprimons nos sentiments de douloureuse sympathie.

A Nîmes

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE SUR "LA JEUNESSE ET LE PARTI"

Le dimanche 29 octobre, s'est tenue, à Nîmes la première Journée régionale P.S.U. consacrée à la jeunesse et au Parti. Cette journée se situait d'ailleurs dans le cadre d'une application pratique des décisions du Congrès.

Les fédérations de l'Aude, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône et du Gard étaient représentées.

Après l'ouverture des travaux par M. Arnassan, les délégués de chaque département firent un compte rendu de l'activité de leurs fédérations respectives sur le plan de la Jeunesse.

Malgré un certain nombre de premiers résultats, le bilan s'avéra insuffisant dans la mesure où, malgré leur dynamisme, les militants se trouvent isolés et parfois, même au sein des sections du Parti, incompris. Les initiatives sont méconnues, les liaisons difficiles et cet ensemble nuit au développement d'une politique orientée vers les jeunes générations.

Il faut pourtant noter l'activité du Cercle de Carcassonne, les premières bases d'une organisation étudiante à Montpellier et l'expérience très positive réalisée à Nîmes, où, tout au long de l'année dernière, une trentaine de jeunes et de militants participèrent aux réunions-débats d'un Centre d'Information Sociale lancé par la Fédération. Le résultat : Un cercle J.S.U., 5 adhésions au Parti de jeunes, dont plusieurs sont devenus, après leur départ, des responsables dans d'autres Fédérations.

D'autre part, la difficulté de toucher la jeunesse ouvrière s'avéra une réalité nuisible à l'extension des organisations « jeunes » du P.S.U.

Ne groupant en général que des étudiants ou des scolaires, les cercles J.S.U. n'arrivent pas à s'implanter dans les milieux de jeunes travailleurs. La cause de cette carence fut, selon l'avis général, imputable à l'absence de jeunes camarades militants dans les entreprises.

En conclusion, une amélioration des liaisons, la sortie d'un matériel commun et une prochaine rencontre encore mieux préparée furent décidés.

Le caractère positif de telles assemblées doit amener les Fédérations du Parti à mettre en pratique dans tous les domaines (syndical, économique, formation) les décisions de notre Congrès National.

De ce travail primordial dépend la vie et la construction du Parti. Il nous évitera aussi les alliances contre nature pour la recherche combien illusoire d'éphémères avantages électoraux.

UN APPEL de la Commission de Solidarité

Les demandes sont chaque jour plus nombreuses.

Il nous faut des livres, des vêtements, de l'argent, beaucoup d'argent.

Le nombre croissant de prisonniers politiques augmente le dénuement des familles.

Tous les militants du P.S.U., tous les sympathisants, tous les lecteurs de T.S. doivent nous apporter leur concours : la solidarité est une forme essentielle de notre action politique.

La commission nationale
de Solidarité P.S.U.

★ Adresser les versements à :
Louis HOUEVILLE
Montreuil-sous-Bois (Seine)
47, rue Hoche, 47
C.C.P. PARIS 15 536-77

Au tableau d'honneur
de cette semaine :

LA SECTION D'ERMONT

La section d'Ermont (Seine-et-Oise), par un effort persévérant et méthodique de propagande, n'a cessé de recruter.

Les chiffres sont éloquentes : elle comptait 20 adhérents lors de la fusion et de la constitution du P.S.U. (avril 1960).

Elle en compte aujourd'hui 63.

Le Cercle Populaire d'Études de Toulouse

Le Cercle Populaire d'Études de Toulouse inaugurera ses travaux de l'année 1961-62, salle du Museum, allée J.-Guesde, le

LUNDI 20 NOVEMBRE

à 21 heures, avec une conférence-débat de Henri Lefebvre sur le thème : « Le socialisme aujourd'hui ».

Le Cercle Populaire d'Études se donne pour but l'initiation aux idées du socialisme et à ses méthodes d'analyse. Il vise à former des militants mieux armés pour l'exercice de leurs responsabilités par l'étude plus approfondie de la réalité politique et sociale.

A cette fin, trois conférences sont prévues courant décembre sur le thème « Economie et politique » avec la participation de Raymond Ledrut, attaché au C.N.R.S. Et à partir du mois de janvier seront étudiées les questions suivantes :

- L'agriculture française.
- Le sous-développement.
- L'expérience socialiste yougoslave.
- Les rapports armée-nation.

"C. E. S." PROGRAMME

INITIATION ECONOMIQUE

par M. RUNGIS

17, rue de Chaligny

Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)

20 h. 30

● Lundi 27 novembre :
L'Economie française devant ses choix.

● Mardi 12 décembre :
Qu'est-ce que le Socialisme dans l'Economie.

COURS SUPÉRIEUR

A 20 h. 45, Salle des Conférences

44, rue de Rennes, Paris VI^e

(M^o St-Germain-des-Prés)

LES THEORIES DE L'ETAT

● Mercredi 22 novembre :
La théorie hégélienne de l'Etat et sa critique par Marx (H. Lefebvre).

● Mardi 28 novembre :
La théorie léniniste de l'Etat (H. Lefebvre).

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ETAT

● Mardi 21 novembre :
L'Etat capitaliste avant la première guerre mondiale (J.-M. Vincent).

● Mercredi 29 novembre :
Apogée et déclin du système parlementaire (M. Duverger).

Le C.N.A.L. relance l'action

LE Comité National d'Action Laïque (C.N.A.L.) vient de fixer à la fin du mois de janvier la date du grand rassemblement national dont il avait auparavant adopté le principe. Ce rassemblement aura lieu à Paris.

Il sera préparé, sur le plan local et départemental, par une série d'actions qui se dérouleront successivement pendant toute la période qui nous sépare de cette date.

D'abord, des manifestations départementales seront organisées dans la deuxième quinzaine de novembre. La plupart des comités départementaux ont déjà fixé la date du 19 novembre.

Ensuite, le 10 décembre, se tiendront, aux chefs-lieux d'Académies, des réunions régionales d'études rassemblant les représentants des départements (une dizaine, environ, par département).

Celles-ci mettront au point sur la base des éléments recueillis à l'échelon local, des rapports sur les trois questions suivantes :

1. — Difficultés actuelles de l'enseignement public dans tous les ordres d'enseignement et incidents qu'elles ont provoqués.

2. — Besoins correspondant à une démocratisation et à une véritable réforme de l'enseignement.

3. — Aide apportée aux établissements privés en application de la loi Debré, tant sous la forme de crédits nationaux que départementaux et communaux, et actions menées contre la création de nouvelles aumôneries.

Les résultats de ces enquêtes seront le plus largement possible portés à la connaissance de l'opinion publique.

Une réunion des représentants des « régionales d'académies » se tiendra à Paris le 14 janvier pour la préparation des rapports nationaux.

La brochure du groupe de travail "Habitat" du P.S.U.

Ce document vient d'être réédité (16 pages imprimées format 21 x 27)

0,50 NF l'exemplaire

0,40 NF à partir de 20

C.C.P. Tribune Socialiste

5826-65 Paris

54, bd Garibaldi, Paris-15^e

(Paiement à la commande)

Les cahiers du C.E.S.

VIENT DE PARAÎTRE :

N^o 9-10 Initiation aux problèmes économiques (II)
(M. Rungis)

Comment fonctionnent les entreprises, et pour qui ?

Les structures économiques françaises.

N^o 11-11 bis Les conditions de la recherche scientifique et le Marxisme (Jean LANGEVIN).

Marxisme et pensée scientifique (Laurent SCHWARTZ).

2,40 NF l'exemplaire

2,20 NF » à partir de 10

2,05 NF » à partir de 20

1,90 NF » à partir de 50

C.C.P. Tribune Socialiste, 5 826-65, Paris
54, Bd Garibaldi - PARIS (15^e)

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de NF.

Signature :

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévis, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,

Maurice KLEIN.

CINÉMA

Quelle joie
de vivre !

QUELLE joie de voir enfin un bon film comique, un film comique moderne, irrespectueux au meilleur sens du terme, adorable de goût et d'efficacité !

Ulysse est orphelin, en Italie en 1920 ; un curé martial emmène tous les orphelins de son âge au service militaire. « Vous êtes libres, maintenant », leur dit-il en les lâchant pour les confier aux ganaches. A la sortie de la caserne : « Vous êtes libre » dit le capitaine à Ulysse. Ce dernier est chômeur ; pour ne pas crever de faim, il s'inscrit au Fascio, car on y donne de l'argent. On lui confie un petit travail : retrouver l'imprimeur qui édite des tracts anti-fascistes. Ainsi, Ulysse tombe dans une famille d'anarchistes de la vieille école, découvre à la fois l'amitié chaleureuse et la naïveté de ces gens, la beauté de leur fille et le côté un peu cinglé du grand-père qui s'est retiré au grenier (comme le Baron perché de Calvino vivait dans les arbres). Il oublie bien vite le Fascio et sa mission ; mais, pour être accepté par les anarchistes — et surtout par la jeune fille — il doit se faire passer pour un dur de dur, un anarchiste espagnol, venu placer des bombes sur le passage des généraux. Mais on le presse de passer à l'action ; les anarchistes sont arrêtés chaque fois qu'il vient des hommes d'Etat, mais il sera obligé de s'évader pour faire son boulot ou, du moins, faire semblant ; entre temps, les vrais envoyés anarchistes ad hoc interviennent...

C'est à la Pologne que me fait penser ce film, au regrette André Munk surtout et au brio avec lequel il nous faisait rire de choses pas drôles du tout, le fascisme, la Résistance et pour symboliser cette ambiance, c'est une jeune Polonaise qui joue Franca, la fille de l'imprimeur, c'est Barbara Lass, alias Polanski Kwiatowska, à la ville Mme Polanski, la femme d'un des meilleurs jeunes réalisateurs polonais. Nous avons fait la connaissance de Barbara dans La Millième fenêtre, de Menegoz ; elle est excellente. Delon joue Ulysse ; des acteurs italiens, Gino Cervi, Paolo Stoppa, complètent la distribution, avec Rina Morelli, la mère, actrice de théâtre formée par Visconti.

René Clément a su merveilleusement trouver l'ambiance italienne et doser, rythmer dans son film les gags (nombreux et excellents) et l'émotion qui arrive à la fin ; en effet, cette histoire, nous le savons, j'insiste, puisque le Fascio prend le pouvoir et que le temps des anarchistes déboussolés, des gardiens de prison paternels et des pétards venus d'Europe Centrale est en train de se terminer... Lorsque ça devient sérieux, lorsque les fascistes cognent à coups de matraque sur Ulysse pour lui faire avouer par où se font les évasions de la prison, Ulysse se taira : le jeu est fini, l'on passe aux choses sérieuses...

Film comique, donc, et qui prend facilement le sens d'un apologue sur la liberté — apologue souriant, sans aucune moralité insistante. Ce que, en somme, Rossellini avait échoué à faire avec *Où est la liberté ?* Ce que nous n'avons plus aucun espoir de voir réaliser en France par René Clair. L'on dit que René Clément, au festival de Cannes, fit une vilaine grimace quand certains, enthousiastes, le complimentèrent sur *Quelle joie de vivre*, en disant « C'est du René Clair ». Après la consternante vision de *Tout l'or du monde*, l'on comprend la grimace de René Clément.

Marcel Ranchal

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04

Semaine du 15 au 21 novembre

LA FILLE

AUX YEUX D'OR

Deux livres sur

LA COMMUNE DE PARIS

On a fêté cette année le 90^e anniversaire de la Commune de Paris. Deux livres parus ces temps-ci concrétisent le souvenir du grand mouvement révolutionnaire et, à des titres différents, retiendront l'attention.

Le premier est signé par Maurice Choury. Il a été édité par le Club des Amis du Livre Progressiste (1). Son titre : « *La Commune au Quartier Latin* ». L'auteur propose une reconstitution des événements en la circonscrivant essentiellement aux V^e et VI^e arrondissements. Intelligemment illustré, bien documenté, son récit, de la rue Mouffetard à la Place d'Enfer, du boulevard « Michel » à la rue Arrey (siège de la « Marmite » des internationalistes, restaurant mutuel fonctionnant grâce à huit mille souscripteurs) nous permet de rencontrer les ténors du mouvement : Varlin, Blanqui, Vallès, Longuet, Edouard Vaillant. Et ses artisans moins connus, anonymes que les circonstances vont porter à des responsabilités énormes, d'autant plus ingrates qu'elles sous-entendent (ils le savent) leur sacrifice total.

En 1865, à Liège, se tient un Congrès International d'Etudiants. Les délégués français, influencés par le blanquisme et les internationalistes s'y distinguent par leur implacable intervention.

Insulte au drapeau

Au mois de décembre, ils sont exclus de l'Université par le Conseil Académique (« ... considérant que ces étudiants ont, les uns, insulté le drapeau de la France, glorifié la Terreur, et le drapeau rouge, les autres outragé la religion et attaqué violemment les principes sur lesquels repose l'ordre social... »). Un an auparavant, l'Association Internationale des Travailleurs a été constituée à Londres. C'est le moment où les actions d'avant-garde (selon notre jargon) se multiplient... Premières grèves. Premières manifestations. En 1867, l'actif Varlin, longtemps influencé par Proudhon, a rejoint les internationalistes et vérifie le principe de la solidarité prolétarienne. Des bronzeurs parisiens sont en grève. Il se rend à Londres pour réclamer de l'aide. Et l'obtient : grâce à quoi leur mouvement triomphe. Les opposants à l'Empire se multiplient. Mais leurs buts ne sont pas, il s'en faut, identiques. Blanqui pour cette fois, qui envisage la prise du pouvoir, ne veut plus voir la bourgeoisie « voler » la révolution. Il prépare un coup de main. Lequel s'avère une réverie. La réalité c'est l'absence d'un parti révolutionnaire fort.

Histoire anecdotique du travail

L'ASSOCIATION « Le souvenir d'Albert Thomas » (1), vient de publier une nouvelle édition de « *L'histoire anecdotique du travail* ».

Peut-être avait-on un peu oublié ce livre. Aussi n'est-il pas inutile de rappeler le dessein de son auteur : Albert Thomas s'était proposé de combler une lacune de l'enseignement officiel de l'histoire, qui était plus en core au début du siècle qu'aujourd'hui une histoire trop purement politique. Il eût l'heureuse idée de présenter son histoire des modes de production et des conditions de vie des travailleurs depuis les temps les plus reculés sous la forme de brèves anecdotes vivantes. Nous voyons Socrate expliquant dans une rue d'Athènes qu'un citoyen se condamne à la misère parce qu'il considère que le travail manuel est indigne de la condition d'homme libre ; la révolte de Spartacus ; une grève à Lyon au XVI^e siècle ; Agricola Perdiguier ; la verrerie ouvrière : voilà, au hasard, les titres de quelques chapitres.

Le pouvoir réalise l'ampleur de l'opposition. Il se jettera sur la guerre comme sur l'occasion de détourner cette hostilité. Certains le comprennent tout de suite : Vallès parle de « bouillon rouge ». « Ils le veulent. La misère les déborde, le socialisme les envahit... il n'est que temps de faire une nouvelle saignée... ».

On connaît la suite. La guerre. La retraite. La capitulation. Le refus de Paris. La Commune, d'abord pour la Résistance. Puis comme pouvoir politique.

Berceau de la Révolution

Le quartier latin s'avérera à la pointe du combat. D'abord parce que les ouvriers révolutionnaires l'adoptent comme lieu de réunion (La Contrescarpe, rue de Cluny, etc.). Ensuite parce que nombre d'étudiants, de professeurs rejoignent leurs rangs. Jusqu'aux derniers jours de la Commune on s'y battra, on y mourra. L'assassinat du pauvre Millières, un doux, devant le Panthéon, « à genoux pour demander pardon à la société du mal qu'il lui a fait » illustre la férocité de la horde bourgeoise.

Le deuxième livre dont je voulais parler choisit aussi la Contrescarpe et son quartier pour décor. Mais cette fois, il s'agit d'une pièce de théâtre, « *Le Printemps 71* » (2).

Athur Adamov, pour l'écrire, a rassemblé durant deux ans, documents, affiches, etc. Il en sort une fresque vivante, colorée et apparemment fidèle. Pour lui donner le style épique dont Adamov se réclame, il éclaire les actes mettant en scène le peuple en armes, la bourgeoisie atterrée puis triomphante de ce qu'il nomme des « Guignols ». Ce sont des intermèdes allégoriques durant lesquels des personnages incarnent Bismarck, Monsieur Thiers, l'Assemblée, la Banque de France, le Conciliateur, la Commune,

commentent le déroulement de l'œuvre.

Hier avec les yeux
d'aujourd'hui

Adamov parvient à animer plausiblement tant les personnages populaires de la « base » (Henriette, Riri, Mémère, etc.) que leurs leaders (Delescluze, Vallès, Vermorel, etc.). Par contre ses guignols sont des guignols. En outre le fait de voir la Commune avec des yeux d'aujourd'hui fausse un peu le jeu. En lisant par exemple le livre de Maurice Choury on voit que le dur Blanqui, lorsqu'il échafaudait un coup de main pour s'emparer d'armes, le faisait d'une manière romantique. Aussi lorsque Adamov, sachant l'importance (mais cette importance, rares sont ceux qui la virent alors) d'une saisie de la Banque de France sans indemnisation y revient par la bouche de certains de ses personnages, cela semble plaqué par rapport au reste. Ce qui nous apparaît essentiel aujourd'hui ne le semblait pas hier.

Autre chose : en lisant le livre de Choury en découvre qu'en fait, le mouvement révolutionnaire n'atteignait pas, il s'en faut, tout Paris. En dehors des partisans et des adversaires de la Commune de Paris, existait une grande masse d'indifférents. Pour exprimer la réalité du mouvement ils devraient aussi être présents, dans la pièce d'Adamov. Et la répression qui atteignit autant, indifférents que partisans, prendrait ses dimensions réelles.

Au livre de Choury je ferais un reproche. Celui de ne pas être revenu sur un point non négligeable. Il écrit en effet, vers la fin, qu'assassinée, la République fut néanmoins sauvée et indique que des réformes préconisées par la Commune demeurèrent sous Thiers. Vrai. Mais en définitive, une fois encore, la révolution fut volée, dépouillée. Ce fut la classe ouvrière qui assumait la liquidation de l'Empire au bénéfice de la République bourgeoise. Ce fut celle-ci qui tira les marrons du feu pour celle-là. Le coup de 48 se renouvelait. Avec une variante. Car cette fois — et ceci demeure exemplaire — le peuple avait pris le pouvoir. La leçon ne fut pas perdue. Et l'on connaît sa conclusion : Lénine, en 1917, dansant de joie après que le cap des 71 jours de révolution (la Commune de Paris : 18 mars-28 mai 1871) fut franchi en Russie.

Émile Copfermann

(1) 142, bd Diderot, Paris 12^e.

(2) Parue chez Gallimard et dans le numéro 40 de « Théâtre Populaire ». A. Adamov a également fait paraître une Anthologie de la Commune, aux Editions Sociales.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 15 au 21 novembre

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE

(Film japonais, V.O.)

LE MIRACLE
de Roberto ROSSELLINI
(V.O.)

A la fin de chaque récit, quelques lignes de commentaire simple et sans pédantisme tirent la leçon de l'événement raconté et en fixent les enseignements.

Dans une deuxième édition, Albert Thomas avait prolongé son histoire jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale en ajoutant un récit de la mort de Jaurès et un chapitre consacré au Bureau International du Travail.

La nouvelle édition comprend elle aussi des compléments : le chômage, la journée du 13 février 1934, les grèves de juin 1936... et un dernier et excellent chapitre : « Ailleurs dans le monde » qui rappelle la grande inégalité de développement économique et social entre les peuples d'aujourd'hui. Ces compléments sont dus à deux historiens du travail, Jean Maitron et Lucien Leray. On peut les assurer qu'ils ont fort bien réussi à conserver au livre son unité de ton, ses qualités pédagogiques et sa probité.

En recevant cet ouvrage, nous avons eu l'idée de rechercher dans nos livres la première édition, celle de 1908. Il valait la peine de faire la comparaison : la nouvelle présentation, utilisant toutes les ressources de l'édition moderne, est infiniment plus attrayante. Elle est enrichie de nombreuses illustrations, de planches en couleurs et la typographie en est fort agréable. C'est un livre d'art presque autant qu'un livre d'histoire. On était d'abord tenté de regretter le prix assez élevé : 20 nouveaux francs. Mais, tout compte fait, on doit reconnaître que cette réserve serait injuste.

Un dernier mot : nous n'hésiterons pas à recommander aux adultes cette étude que son auteur destinait aux enfants. C'est un livre qui a sa place dans les bibliothèques des militants et des organisations ouvrières.

R. V.

(1) 205, Bd Saint-Germain, Paris 7^e.
C.C.P. : Paris 11.976-36.

Quand l'intendance suit mal...

LE Canard Enchaîné faisait plaisamment observer qu'en se préoccupant lui-même du prix des denrées de consommation, en intervenant dans leur fixation, le général de Gaulle devait faire tressaillir d'aise les mânes de Ramadier, son ministre du Ravitaillement en 1945. Le temps n'est plus où le général déclarait avec hauteur : « L'intendance, ça suit »

Le "coup" de l'indice

Aujourd'hui, Mon - gouvernement s'abaisse à manipuler l'indice des prix comme faisait Ramadier sous le gouvernement Mollet. Il ne s'agit plus de l'indice des 273 articles mais de l'indice des 179 articles — sur lequel est indexé le S.M.I.G. Cependant le principe est le même : il consiste à truquer le thermomètre pour nier la montée de la fièvre, il consiste à abaisser artificiellement le prix de certains produits qui sont contenus dans l'indice mais qui ne sont pas de consommation courante afin de s'opposer à la hausse des salaires. Après avoir, au début de cette année, baissé de 20 % le prix du gaz... utilisé par les économiquement faibles, qui figure dans le fameux indice au lieu du prix courant du gaz, le gouvernement a abaissé en octobre dernier la taxe sur la bière de ménage (recensée dans les 179 articles) bloqué le prix du tabac gris alors que le prix des cigarettes augmente, subventionné le prix des pâtes, réduit le prix du riz (ce qui a fait dire au Canard que de Gaulle se prenait pour Mao)... Pendant ce temps le sucre a été augmenté (bien que les subventions de l'Etat aient triplé) et le prix du bifteck bat tous les records. Comme on le voit, l'intendance suit plutôt mal.

On sait que M. Fontanet avait lancé la campagne publicitaire « Suivez le bœuf ». Les résultats obtenus ont été tels que notre représentant du très social M.R.P., faute de pouvoir établir la santé des prix, a été bombardé... à la Santé publique.

M. Missoffe, le nouveau secrétaire d'Etat au Commerce intérieur, est un homme d'une autre trempe. Son passage au groupe Unilever l'a rendu peu soucieux de couvrir les abus du petit commerce. Tout en restant très discret sur la réforme de la propriété

commerciale — pour des raisons électorales évidentes intéressant son parti, l'U.N.R. — M. Missoffe est parti en guerre contre les bouchers : « **Out ces messieurs marchent avec moi ou ce sera la guerre.** » Ou ils acceptent de baisser le prix du bœuf ou je leur imposerai la taxation. Mais ne s'agit-il pas là d'une arme de papier-carton ? Cela d'autant plus que les bouchers parisiens ont laissé entendre qu'ils envisageaient de compenser la baisse qu'ils consentiraient sur le bœuf par une hausse sur les prix... du veau et du mouton.

Toutefois, le secrétaire d'Etat n'entend pas s'en tenir là. Partisan de formules commerciales du type « Centre Leclerc », il se prononce d'autre part pour une nationalisation et une concentration commerciales par la mise en place de marchés d'intérêt national, sans exclure pour autant l'encouragement à des circuits courts de type coopératif. A défaut de « nationaliser » la Villette, comme il l'avait déclaré, M. Missoffe se propose de réformer le régime de cotation de ce marché par l'introduction de bascules, ce qui permettrait d'évaluer exactement le poids des bêtes et de ne plus abandonner la fixation des prix aux manœuvres des spéculateurs. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat entend bloquer les marges de distribution des fruits et légumes.

En attendant que ces louables dispositions se traduisent en actes, l'Organisation Générale des Consommateurs (ORGECO), créée sur l'initiative des syndicats F.O., C.F.T.C. et C.G.C., déclare que « dans la conjoncture actuelle, la taxation ne peut réussir que si des sanctions exemplaires pénalisent toute violation des prix fixés », non sans ajouter d'ailleurs que « les consommateurs peuvent aider à faire baisser les prix de la viande au détail en organisant la grève des achats, comme cela est arrivé dans des pays voisins ». Malheureusement, en France, l'expérience du Cartel de baisse de 1948 ne permet guère d'avoir d'illusions à ce sujet (même si la conjoncture est moins inflationniste).

Autre épisode du roman de la distribution, concernant non plus cette fois la viande noble, mais la volaille : l'affaire de l'abattoir de Guingamp. Du fait de la chute des cours, cet abattoir de volailles — le plus important de France — enregistre un important déficit et est menacé de faillite. M. Pisani, ministre de l'Agriculture, propose de renflouer l'affaire avec l'appui de la Société Centrale d'Equipement du Territoire (S.C.E.T.) déjà détentrice d'actions, et qui rétrocéderait ensuite ses parts aux producteurs. Certains dirigeants agricoles du département des Côtes-du-Nord étaient d'accord sur cet arrangement, mais le 7 novembre, deux mille agriculteurs, parmi lesquels se trouvait Alex Gourvenec, manifestèrent à Guingamp devant le café où s'était réuni le conseil d'administration de la société exploitante. Les protestataires, réunis à l'appel de l'Union bretonne des Coopératives, entendent

participer à la gestion de la société qu'ils accusent de leur avoir fait une concurrence déloyale par la pratique du dumping sur divers marchés français.

Ils ont été rejoints dans cette position par l'Office central de Landerneau, important groupement coopératif couvrant le Finistère et les Côtes-du-Nord, et enfin par la Fédération des exploitants agricoles de ce département qui a souligné que « toute formule d'intégration en dehors de l'intégration coopérative est condamnable parce que ne pouvant être que préjudiciable aux intérêts bien compris des producteurs »

Cet épisode montre que la modernisation de l'appareil commercial ne saurait dispenser d'une organisation générale des marchés agricoles préparée avec le concours des producteurs.

Sur un autre plan, le gouvernement a décidé de rendre obligatoire le marquage d'un prix maximum sur le pied gauche des chaussures. Ce prix sera marqué de façon indélébile par les soins des fabricants ou, pour les articles en stock, devra figurer sur une étiquette attachée à chaque paire de chaussures. Cette publicité devra être appliquée dans un délai de trente jours à compter du 9 novembre. Il s'agit de lutter à la fois contre la hausse — les détaillants ayant répercuté au maximum l'élévation du cours mondial du cuir survenue en 1959 — et contre la fraude fiscale favorisée par la multiplication des points de vente.

Les mesures gouvernementales et les grèves

Les représentants des confédérations Force Ouvrière et C.F.T.C. qui ont été reçus par M. Debré n'en ont pas moins mis l'accent sur le problème des prix lors de leurs entretiens avec le Premier ministre. La C.F.T.C. a notamment parlé de l'accroissement des marges bénéficiaires sur les fruits et les légumes et a réclamé une augmentation du S.M.I.G. plus substantielle que celle de 2,5 % prévue pour le 1^{er} décembre.

Il est certain que devant le réveil de la combativité ouvrière, qui s'est manifesté par les grèves récentes — en particulier dans le secteur nationalisé — et aussi dans la perspective d'élections au printemps prochain, le gouvernement est conduit à accorder certaines satisfactions visant à désamorcer l'agitation sociale.

Outre des tentatives plus ou moins efficaces de réglementation des prix, il se propose d'augmenter de 8 % les allocations familiales (en deux temps). A noter, à ce sujet, que la Confédération Générale des Cadres mène une campagne active contre la réforme des A.F. envisagée et en particulier contre le « déplafonnement » des cotisations.

En ce qui concerne les salaires du secteur nationalisé, le ministre Buron a reçu les fédérations de Cheminots

qui s'impatientaient de ne voir rien venir et a promis l'ouverture des discussions pour le 16 novembre. Cette date ayant été également retenue pour des propositions intéressant les agents de l'E.G.F., les syndicats de ce secteur ont décidé de suspendre l'ordre de grève lancé pour le 14 novembre (qui devait paralyser notamment le métro). Le personnel des aéroports parisiens a lui aussi renoncé pour le moment à une grève de 24 heures, des conversations devant se poursuivre avec les syndicats.

Par contre, une grève des banques du secteur public a été largement suivie le 9 novembre.

A Marcoule, les syndicats du Centre de l'énergie atomique C.G.T., C.F.T.C., F.O. et Autonomes ont décidé une grève de 24 heures le 14 novembre pour les salaires et la défense du droit de grève. A noter également que les journalistes de la R.T.F. ont décidé de faire grève le 18 novembre à la suite d'un vif débat et d'un scrutin dont les résultats ont entraîné la démission des membres des bureaux syndicaux C.F.T.C., F.O. et Autonomes.

Dans le secteur privé, la situation n'est pas non plus très calme. On a enregistré récemment, en particulier, une grève de 24 heures dans l'industrie chimique aux usines Rhodiacta de Lyon et de Besançon, un mouvement dans le bâtiment de la région parisienne, des débrayages dans la plupart des usines métallurgiques de la Loire, une grève avec défilé en ville des ouvriers de l'arsenal de Lorient.

Deux conflits revêtent un caractère plus dur. C'est tout d'abord celui qui oppose le personnel des usines Peugeot de Sochaux et la direction de cette entreprise.

A la suite de grèves tournantes, celle-ci avait fait procéder, le 9 novembre, à la fermeture de certains ateliers. Cette décision a entraîné le jour même une manifestation à l'issue de laquelle un groupe d'ouvriers a envahi les bureaux et molesté le directeur général. Lors d'un meeting organisé le lendemain, les délégués C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont regretté ces actes de violence mais ont souligné l'incompréhension de la direction qui, en dépit de ses promesses, a augmenté les cadences. Le travail a malgré tout repris, la discussion des revendications devant se poursuivre.

Autre conflit important : celui des dockers de Marseille qui procèdent également à des grèves tournantes. L'arrêt de travail qui a été organisé au moment de la venue sur le port du général de Gaulle a été spectaculaire. On sait que l'illustré visiteur a été accueilli par les dockers aux cris de « Nos deux mille cinq cents francs ! », « Pas de lock-out ! », « A bas de Gaulle ! », « Paix en Algérie ! » et « Le fascisme ne passera pas ! »

Voilà qui constitue, n'est-il pas vrai, une curieuse toile de fond aux déclarations toujours optimistes du monarque qui nous gouverne !

M. Combes

ENTREPRISE KEUK DJIAN
Peinture splendide
 Décoration - Installation - Agencement
 Ravalement - Vitrerie
 Appartements - Villas - Magasins
 Escaliers
Travail loyal et consciencieux
 GUT. 83-25 - 5, rue de Cléry, Paris-2^e

“Correspondance Municipale” à étudié pour vous Les problèmes de l'Habitat

Dans chacun des 10 numéros à paraître vous trouverez :

- des fiches techniques de base donnant des renseignements pratiques, des éléments d'information et d'initiation sur les principales questions relevant de l'habitat et des équipements socio-culturels ;
 - des expériences locales et des réalisations étrangères ;
 - des documents actualisés : Texte important paru au J.O. - Revue de Presse - des études etc...
- Chacun des articles permet un classement rapide et utile.

I. - Des fiches techniques de base

- N° 1 (OCTOBRE) — GENERALITES ET MECANISMES ADMINISTRATIFS DE LA CONSTRUCTION.
 Lexique (explication des principaux mots ou formules en usage) — situation actuelle de la crise du logement — les étapes de la politique suivie depuis la libération — les besoins en logement — les différents organismes.
 N° 2 (NOVEMBRE) — LES MECANISMES FINANCIERS.
 Les trois groupes de financement (secteur public, parapublic, privé) — statistiques — le 1 % patronal — les organismes de crédit.
 N° 3 (DECEMBRE) — LES H.L.M.

Historique, principes généraux et but — place des H.L.M. dans le parc logement — les différentes formules (Office - Société - Coopérative) — les Fédérations H.L.M. et leur rôle dans la nation — les problèmes posés par leur développement — ce qui s'y oppose — recherches pour un renouveau.

N° 4 (JANVIER) — LES LOYERS.

Historique — législation actuelle et les différentes catégories — allocation logement et allocation compensatrice de loyers — coût des logements et possibilités des ménages — les échanges et la Bourse du logement — amélioration de l'habitat — les moyens de défense des locataires.

N° 5 (FEBVRIER) — LA POPULATION EN SITUATION PARTICULIERE.

Les hôtels meublés — les expulsions, les réquisitions — les personnes âgées — les jeunes travailleurs déplacés ou isolés — les étudiants — différents cas particuliers : les rapatriés, les célibataires avec enfants, les fonctionnaires, les logements de fonction, les handicapés.

N° 6 (MARS) — LES QUESTIONS FONCIERES — LES OPERATIONS D'URBANISME.

Evolution de la propriété foncière, son incidence sur les opérations d'urbanisme — les problèmes posés par la propriété commerciale — la législation, son évolution, ses insuffisances (ZVP -

ZAD - Taxes sur les plus-values, les réserves foncières) — essai de réponse : la municipalisation du sol à construire — la rénovation urbaine — les grands ensembles — les sociétés d'économie mixte.

N° 7 (AVRIL) — L'HABITAT RURAL.

Situation actuelle — comment se pose ce problème — législation — les organismes — l'amélioration de l'habitat rural — les foyers culturels en milieu rural.

N° 8 (MAI) — LA CONSTRUCTION PRIVEE — L'INDUSTRIE DU BATIMENT.

L'industrie du bâtiment (organisation de la profession, main-d'œuvre, etc...) — les bureaux techniques, les architectes et urbanistes — le rôle des banques dans le domaine de la construction — ce qu'est la construction privée en France (les rouages de la législation, en quoi consiste les opérations spéculatives...) — les moyens de défense des souscripteurs et accédants à la propriété.

N° 9 (JUN) et N° 10 (SEPTEMBRE) — LES EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS.

Le problème d'ensemble — les niveaux d'équipement — les équipements sportifs, culturels, sociaux sanitaires, commerciaux — financement, organismes, etc...

II. - Expériences et réalisations étrangères

A) Les villes satellites anglaises — l'expérience yougoslave — la situation du logement en Europe — les expériences étrangères dans le domaine foncier (Hollande, Allemagne, etc...) — l'urbanisme et le logement dans les pays nordiques — la maison communautaire de la Hesse en Allemagne — reportage sur les agrovilles en U.R.S.S. — étude sur l'accession à la propriété en U.R.S.S. — la politique du logement en Grande-Bretagne.

B) Démocratie communale (sondage d'opinion et intérêt des citoyens à l'équipement d'un quartier : Sceaux en voie de transformation) — Moureux, ville nouvelle — témoignages d'administrateurs d'H.L.M. — l'action d'une Amicale de locataires — le Foyer des Jeunes Travailleurs de Nantes — problèmes posés par la création du grand ensemble de Massy-Antony — expérience de vieillesse culturelles en milieu rural — l'accueil des nouveaux locataires d'une cité, etc...

LE NUMERO ----- 1 NF
 'ABONNEMENT' (10 numéros) 10 NF
 G. C. P. FRESSON, PARIS 10-234-71

La bataille du bifteck :

Abattre la Bastille

LA guerre entre MM. Missoffe et Drugbert a fait rage toute la semaine, avec des péripéties diverses. Bien malin celui qui pourrait dire qui a gagné la première manche ! En fin de compte, l'arrêté de taxation est resté dans les tiroirs du Quai Branly, mais l'offensive minis-

marché de la Villette et les quelques seigneurs qui y font la loi.

Il semble donc qu'on s'orienté vers une double action :

— Réforme du système de la cotation, pour permettre de connaître les prix effectivement pratiqués ;

— Mise sur pied d'un circuit-court avec l'aide de quelques professionnels.

Il existe actuellement une double cotation sur le bétail (circuit vif) et sur la viande (circuit mort) ; ces cotations sont établies par des commis-

professionnels on continuera à comparer des notions aussi vagues que le « kilo de bifteck » ou le « kilo de pot-au-feu », pour le plus grand bénéfice des bouchers.

Enfin, ces réformes n'ont de chances d'entrer dans les faits que si les installations de la Villette sont reconstruites et modernisées, la vétusté des locaux autorisant actuellement toutes les fraudes. Ce qui pose à nouveau les problèmes du choix du site (le P.S.U. demeurant opposé à la reconstruction au centre de Paris) et surtout de la gestion du futur marché

cuit court témoin avec l'aide des coopératives de producteurs et de consommateurs et des ouvriers-bouchers. Nous avons rendu compte ici même (1) des mesures proposées par notre camarade. Si cette proposition avait alors été accueillie avec quelque ironie de la part de certains conseillers généraux, aujourd'hui, cette idée est reprise par le gouvernement qui en dénaturera, soyons-en assurés, le contenu socialiste. Il s'agit maintenant de conduire des études plus précises afin de définir les modalités d'application du schéma présenté devant le Conseil général ; il s'agit aussi de populariser cette initiative auprès des syndicats ouvriers et paysans comme auprès des organisations populaires ou de consommateurs.

Malgré ses paroles courageuses et la volonté de s'attaquer au fond du problème nous ne pensons pas que M. Missoffe puisse réussir totalement dans son entreprise qui l'opposerait, de fait, à certaines féodalités patronales qui demeurent les plus fermes soutiens du régime.

Cependant, le gouvernement a besoin politiquement de quelques succès spectaculaires qui pourront entraîner peut-être quelques améliorations de structures que les forces populaires doivent élargir.

Les propositions concrètes que notre Parti fera sous peu pourront être appliquées par les syndicats et les



(A.D.P.)

M. MISSOFFE

... parti en guerre contre les bouchers

térielle risque de se déclencher sur un second front.

Car la taxation ne peut être qu'un palliatif à très court terme et il n'est même pas sûr que le barème puisse être respecté, les agents de contrôle étant en nombre insuffisant. A la lumière d'une expérience, vieille de quinze années, il est assuré que toute action sur les mécanismes n'a pratiquement aucun effet si l'on ne réforme pas, dans le même temps, les structures.

Cette perspective n'a pas échappé aux conseillers techniques de M. Missoffe qui a lui-même attaqué violemment « La Bastille », c'est-à-dire le



(A.D.P.)

La grève des achats ?

sions présidées par des fonctionnaires de la Préfecture sur la base de renseignements communiqués « de bouches à oreilles ». M. Lemaire-Audoire, orfèvre en la matière, reconnaît lui-même que ces cotations sont dépourvues de toute signification, ce qui ne les empêche pas de constituer le seul système de référence pour les prix du bétail et de la viande dans toute la France. On voit tout de suite que le rôle actuel des marchés de la Villette est éminemment néfaste.

La réforme de la cotation sur le bétail, qui ne présente pas de difficultés techniques, pourrait consister en l'établissement d'une « carte d'identité » pour chaque bête (poids, sexe, âge, provenance) où seraient mentionnés en outre les prix d'achat à la production et de vente. Encore faudrait-il qu'un siècle après sa création la Villette disposât de quelques bascules...

De plus une statistique générale des entrées et des ventes serait dressée, permettant de connaître exactement l'offre globale et la demande réelle.

Ces documents, dépouillés mécanographiquement, faciliteraient la cotation, établie par une commission où les professionnels devraient être en minorité.

Mais le prix du kilo de bétail vif doit être converti en prix du kilo de viande. Cette conversion, techniquement difficile, ne peut refléter la réalité qu'à deux conditions : dresser un catalogue national des viandes qui définitive objectivement la qualité de chaque morceau ; promouvoir la standardisation des découpes qui caractérise une fois pour toutes chaque morceau.

Si ces deux mesures ne sont pas appliquées malgré l'hostilité des pro-

pour éviter que les commerçants en gros ne bénéficient des nouvelles installations sans pour autant vouloir réformer leurs méthodes. C'est en ce sens que le secrétaire d'Etat a pu parler d'une « nationalisation » de la Villette.

Mais le problème de la Villette, aussi important soit-il, n'est qu'une pièce dans le système plus général de la réforme des circuits de distribution de la viande. Cela aussi, le gouvernement l'a compris : aussi prépare-t-il un essai de circuit court auquel participeraient certains professionnels. Une fois encore, notre Parti a été le premier à lancer cette idée : au cours de la séance du Conseil général des 17 et 18 mars dernier, Claude Bourdet a préconisé la mise en place d'un cir-



(A.D.P.)

M. DRUGBERT

La « Bastille » est solide...

mouvements coopératifs, au besoin même sans aucun soutien du gouvernement, en mobilisant les masses.

Le « 14 juillet » de la viande reste donc à faire.

J. M. Chauconnier

(1) Cf. T.S., n° 63 du 22 juillet 1961, « Le marché de la viande », p. 7 ; et le Bulletin Municipal Officiel du 29 mars 1961 qui reproduit « in extenso » la question du groupe P.S.U.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

— Directeur - Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER
60, r. René-Boulangier, Paris-10^e
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Connaître les faits essentiels de l'actualité

les suivre dans leur déroulement

les retrouver rapidement

ANALYSES ET DOCUMENTS

Une information méthodiquement classée

(l'Algérie - l'Afrique - le capitalisme - l'Amérique latine
l'Extrême-Orient - l'U.R.S.S. - les luttes ouvrières - etc.)

6 numéros France 8 NF

Etranger 10 NF

SPECIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

20 numéros (1 an) France 24 NF

Etranger 32 NF

Marcelle Bérard, 17, rue Chaligny, Paris-12^e - C.C.P. Paris 16.437.13

UNE DOCUMENTATION UNIQUE ET OBJECTIVE
AU SERVICE DE TOUTE LA GAUCHE

Orphelins, réfugiés,

Des enfants préparent l'Algérie de demain

- « Ça te plaît ici ?
- Oui.
- Pourquoi ?
- J'apprends un métier.
- Quel âge as-tu maintenant ?
- Treize ans et demi.
- Que penses-tu faire à l'avenir ?
- Menuisier, mon métier me plaît.
- Que vas-tu faire en Algérie ?

à lire ni à écrire, qui aujourd'hui, parce que la Révolution le lui demandait, construisait des classes pour des orphelins algériens.

Ce n'est plus la misère

Pour ouvrir des écoles et créer des maisons où de jeunes orphelins recevraient une éducation qui, cela va

les plus grands des élèves) mais suffisantes pour permettre une vie communautaire frugale et rude ; d'autres, au contraire, sont installés en pleine médina, sans espace pour courir, avec des dortoirs très insuffisants (dans certains les enfants sont deux par lit ; il n'y a pas de drap pour tous) et mal aérés.

C'est la pauvreté, oui... ce n'est plus la misère.

Un grand désir d'apprendre

Mais d'une maison à l'autre aussi, qu'elle soit située dans la baie de Tunis ou le Moyen-Atlas, nous avons trouvé le même esprit : sentiment que jeunes et instructeurs, ensemble, vivaient une grande aventure. A ces jeunes êtres qui n'avaient plus rien, dont beaucoup avaient été traumatisés par les bombardements ou la fuite à travers bois, on a redonné un espoir et fait renaître des énergies nouvelles.

Cela apparaît d'abord dans un grand désir d'apprendre. Manger à chaque repas, avoir un lit à soi, avoir des chaussures, porter des vêtements et non des guenilles, cela n'est rien comparé à l'événement qui consiste à s'asseoir sur un banc d'école. La volonté d'étudier et d'apprendre a frappé tous ceux qui ont pénétré ces maisons. En réalité ces enfants que nous voyons pauvres savent qu'ils sont privilégiés.

Cela apparaît encore par une étonnante confiance dans l'avenir, l'avenir collectif du pays. C'est vers ce but que visiblement ont été mobilisées les volontés de ces enfants et de ces adolescents. « J'apprends un métier

Des machines suisses ou tchécoslovaques des cahiers italiens, mais des livres français

L'instruction est celle de toutes les écoles primaires ; elle est donnée dans ces maisons en arabe et en français. Cela peut sembler naturel, vu de Paris. Cela est plus remarquable quand on le situe dans son contexte : d'une part, au Maroc notamment, l'arabisation allait bon train quand les Algériens prirent la décision d'un enseignement en français, ils étaient ainsi à contre-courant de ce qui se faisait autour d'eux, d'autre part les enfants qui avaient souffert de la guerre étaient très sensibles aux choses françaises ; quant aux moniteurs, hommes ou femmes, ils avaient tous participé activement à la révolution. Dans ces conditions, la décision d'enseigner le français, si elle relevait du bon sens, n'en impliquait pas moins une forme de courage.

Un autre trait intéressant de ces maisons est l'attention que l'on porte aux choses extérieures. Les responsables de l'U.G.T.A., comme les cadres de ces maisons, chassés de France, interdits en Algérie, ont parcouru le monde. Ils en ont rapporté une ouverture, un regard élargi pourrait-on dire, que l'on retrouve dans l'enseignement dispensé ici. Dans certains centres d'apprentissage on voit des machines tchécoslovaques et yougoslaves, ailleurs des outils venus de Suisse, ailleurs encore des cahiers, des syndicalistes italiens. Pourtant les livres, la carte de géographie accrochées aux murs des classes sont français.

Certains maîtres le sont aussi.

Français et Algériens

Car, à ces maisons, dirigées par l'U.G.T.A., collaborent au Maroc et en Tunisie, depuis leur création, un certain nombre de Français. Les uns participent à la vie même des maisons, c'est le cas pour quelques instructeurs et moniteurs, les autres participent à la gestion, recueillant mois par mois les sommes nécessaires à la vie de ces communautés.

Ainsi, en pleine guerre d'Algérie, des Français et des Algériens, ensemble, ont entrepris et développé une œuvre commune ; en se tournant délibérément vers l'avenir ils ont, ensemble, commencé à construire la paix.

C'est bien l'impression la plus profonde que l'on rapporte de ces maisons de jeunes Algériens : malgré les déchirures, les larmes et le sang, la paix est possible.

Henri Chartier



« Nous nous sommes battus pour faire une Révolution... et mettre tous les enfants à l'école ».

— Je travaillerai pour moi, ma famille et le peuple. »

Cet autre, qui a quatorze ans, travaillera lui aussi pour le peuple algérien :

— « Tu retourneras en Algérie ?

— Oui, on aura notre indépendance et un métier... Il faudra construire son village ; moi le mien ; l'autre le sien, tous les villages de l'Algérie ! »

Ils sont aujourd'hui près de deux mille comme eux, garçons et filles, adolescents ou plus jeunes, de dix à seize ans, à vouloir reconstruire l'Algérie et à s'y préparer concrètement.

Des bandes d'enfants

La totalité d'entre eux faisaient partie, il y a encore deux ans à peine, de ces innombrables bandes d'enfants qui errent pieds nus, en haillons, livrés à eux-mêmes, oisifs quasi totalement, dans les vastes camps de réfugiés algériens installés le long des frontières en Tunisie et au Maroc. Bandes d'enfants que l'on retrouve d'ailleurs dans toute l'Algérie, à commencer par la proche banlieue d'Alger, où, dans le seul quartier du grand Alger, le jour de la rentrée scolaire, six cents enfants, pas moins, traînaient dans les rues faute de classes, de locaux scolaires et de maîtres. Bandes d'enfants qui seront l'un des problèmes majeurs de l'Algérie libre : « Nous ne nous sommes pas battus pour un drapeau » m'a dit récemment, dans les faubourgs ouvriers d'Alger, un vieux Musulman, père de dix enfants. Homme religieux — il avait été à La Mecque en pèlerinage et probablement n'avait jamais appartenu au F.L.N.. « Nous nous sommes battus pour faire une révolution », disait ce sage, et comme premier but à cette révolution, il assignait : « mettre tous les enfants à l'école ».

Quelques semaines auparavant, à plusieurs centaines de kilomètres de là et dans une atmosphère très différente, à Rabat, un autre ouvrier algérien me faisait visiter des salles de classe réalisées à partir de baraquements américains. Il avait lui-même construit une partie du mobilier ; il ouvrit l'armoire et de ses doigts gauches me présenta les cahiers des élèves. C'était assez émouvant, c'était assez extraordinaire, cet homme échappé de France, ancien maquisard de l'A.L.N. (démobilisé parce que blessé) cet ouvrier qui n'avait jamais appris

sans dire, les préparerait à prendre des responsabilités dans une Algérie indépendante. l'U.G.T.A. (Union Gé-

D'autres maisons, d'autres centres d'apprentissage doivent être créés.

Des enfants algériens attendent par milliers

Joignez vous au courant de solidarité qui déjà a gagné presque toutes les grandes villes de France.

Sauvez un enfant algérien !

Engagez-vous à verser, seul ou à plusieurs, 60 NF par mois à Louis Vandeveldé, Immeuble Ariès, rue du Général-Laperrine, Rabat (Maroc). C.C.P. 157 83 Rabat.

nérale des Travailleurs Algériens) n'avait pas attendu la paix. C'est en 1958 que le syndicat algérien créait en Tunisie les premières maisons destinées aux enfants réfugiés. On en compte onze aujourd'hui : six en Tunisie, cinq au Maroc, auxquelles il convient d'ajouter deux centres d'apprentissage et, au moins au Maroc, une ferme-école récemment ouverte et prévue pour 700 jeunes gens.

Pourtant l'ouverture d'une seule de ces maisons soulevait à chaque fois nombre de problèmes. Pauvre dans des pays eux-mêmes pauvres, le syndicat algérien a fait preuve de ténacité, de volonté d'aboutir, de continuité, autant de qualités que l'on accorde rarement aux « Arabes ». C'est ainsi, par exemple, que le centre de Souk-el-Djemaa, isolé sur un plateau battu par les vents à 80 kilomètres de Rabat a vécu ses premiers dix-huit mois sans aucune liaison régulière avec la ville. Le ravitaillement, le matériel, les soins médicaux nécessaires à la vie de 125 jeunes garçons dépendaient du hasard ou de la bonne volonté de ceux qui, à Rabat, possédaient des voitures.

D'une maison à l'autre, l'équipement et l'installation diffèrent nettement. Tel centre bénéficie de vastes terrains de jeux, de jardins potagers, de salles de classe, de réfectoires, d'installations sanitaires, rudimentaires certes (elles ont été réalisées par

pour demain, pour construire l'Algérie... » phrase significative, souvent entendue !



Dans les camps de réfugiés, pieds nus et en haillons...